

Le sens du Mouvement

« Je crois que pendant une période comme celle-ci, le rôle de ceux qui pensent la politique et qui ont une passion politique (une passion pour la chose commune) est de dire à voix haute, même s'ils sont peu entendus, à la population ce qu'ils pensent. De critiquer ce qui est, de rappeler aussi au peuple qu'il y a eu des phases dans son histoire où il a lui-même été autrement, où il a agi d'une façon historiquement créative, où il a agi comme instituant. »

Cornelius Castoriadis¹

Les « deux corps » de la France

« *Le roi est mort, vive le roi !* », avait-on coutume de proclamer sous l'Ancien Régime lors du décès du monarque. Manière de signifier qu'au-delà de son corps physique et mortel, le roi incarnait le corps mystique et immortel de la communauté politique du royaume. Les rois pouvaient se succéder, faillibles, calamiteux ou avisés, assiégés ou conquérants, parfois otages d'une puissance étrangère. Demeurait quelque chose de plus grand qu'eux : une communauté idéale qu'il incombait à chaque monarque d'incarner et de concrétiser ; une promesse qu'il appartenait à chaque génération royale de revisiter et d'accomplir.

En 1789, avec la Révolution française, le peuple s'est institué *souverain* et s'est fait une nouvelle promesse, inspiratrice et garante d'une nouvelle communauté politique : celle de la République. Une promesse généreuse, ambitieuse, écrasante à certains égards : celle d'incarner et de propager la liberté, l'égalité et la fraternité à travers le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Au nom de cette promesse, le corps politique s'élargit aux protestants (1789) puis aux juifs qui deviennent citoyens français de plein droit en 1791, après des siècles de persécutions. Au nom de cette même promesse, après des révoltes acharnées, les « hommes de couleur » (Noirs et métis) des Antilles obtiennent entre 1791 et 1794 la citoyenneté française et l'abolition de l'esclavage². Au nom de cette promesse, la République institue l'école obligatoire, laïque et gratuite (loi Ferry de 1882) pour offrir à tous les enfants les moyens de leur émancipation. Au nom de cette promesse, le Conseil National de la Résistance concevra une protection sociale parmi les plus généreuses du monde.

Au nom de cette même promesse, la Révolution s'est transformée en Terreur (1792-1794), banalisant l'arbitraire et les exécutions de masse. Au nom de cette même promesse, la République a poursuivi et amplifié l'aventure coloniale de la France – ne fallait-il pas apporter les lumières de la « civilisation » aux « indigènes » ? Au nom de cette même promesse, les Français de confession ou de culture musulmane sont aujourd'hui l'objet de tous les soupçons (comme les protestants et les juifs avant eux), et les femmes voilées sommées de se libérer de leur *asservissement* ou de disparaître de la vie sociale.

Depuis la Révolution, le « corps physique » de la France républicaine a connu plus d'une mort et plus d'une renaissance. Assassiné par les Empires, les restaurations

¹ Cornelius Castoriadis, *Une société à la dérive, Entretiens et débats, 1974-1997*, Le Seuil, 2005, p. 172.

² Pour mémoire, Bathilde (née vers 630 et morte en 680), reine de France et épouse de Clovis II, fut celle qui abolit l'esclavage pour la première fois de l'histoire de l'humanité.

monarchiques, la collaboration de Vichy, ressuscité à quatre reprises, le « corps mystique » n'a pourtant jamais cessé de vivre comme horizon de sens et d'action, comme idéal, comme promesse qui continue à inspirer tant d'hommes et de femmes, en France et dans le monde.

Aujourd'hui, la France que nous nous étions habitués à connaître, celle de la V^e République portée par le Général de Gaulle en 1958, est morte. La France d'après-guerre était un pays relativement homogène ethniquement, essentiellement Blanc et européen – son corps civique du moins. Car à travers la colonisation, la France avait de longue date fait le choix d'arrimer des peuples du monde entier (qui n'avaient rien demandé) à son destin. De plus, même si nos Outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion) étaient des départements français à part entière, ils furent et demeurent considérés comme des départements « entièrement à part », pour reprendre une formule d'Aimé Césaire. La France d'aujourd'hui est à l'image de cette histoire : bigarrée, ethniquement hétérogène, toujours plus métissée. Les faits sont là. Ainsi, en 2014, 29 % des nouveau-nés en métropole avaient au moins un parent né à l'étranger, dont 25,3 % un parent né hors de l'Union européenne³. Si l'on remonte sur trois générations, près de 40 % des nouveau-nés entre 2006 et 2008 ont au moins un grand-parent immigré, dont 27% au moins un grand-parent immigré né hors de l'Union européenne (et 16 % au moins un grand-parent immigré originaire du Maghreb). La moitié de ces enfants sont nés de couples mixtes⁴.

La France d'après-guerre avait plaisir à se voir homogène culturellement – avait plaisir, car la réalité était déjà tout autre. Le fossé culturel était déjà béant entre communistes et démocrates-chrétiens, entre « bouffeurs de curés » et « grenouilles de bénitier ». Les différences culturelles étaient revendiquées entre Bretons, Antillais, Basques, Corses ou Alsaciens. Aujourd'hui, ce mythe d'une culture française homogène s'effondre. Pour les besoins de sa reconstruction, la France a fait le choix d'ouvrir grand ses portes à des travailleurs issus de ses anciennes colonies. Ces hommes et ces femmes ont naturellement construit leur vie en France, dans des conditions souvent déplorables, et ils y ont eu des enfants, nés Français.

On a beau s'en défendre, à travers mille amalgames et autant de sous-entendus mêlant plus ou moins consciemment immigration, chômage, jeunesse de banlieue, violence, Islam⁵ et crise d'identité nationale, les Français issus de l'immigration la plus récente – et d'une colonisation bien plus ancienne – n'ont jamais vraiment été considérés comme des éléments à part entière de la *famille nationale*. Leurs parents ont pourtant passé l'essentiel de leur existence en France. Ils y ont toute leur vie durement travaillé. Ils ont participé à la vie sociale. Il n'est pas rare qu'ils aient auparavant combattu pour ce pays. Ils ont cru jusqu'au bout en la France, en ses valeurs fondatrices, y compris contre l'évidence des faits. Ils ont jusqu'au bout tenté de transmettre à leurs enfants les valeurs qui ont guidé leur propre vie : sens de l'effort, honnêteté, amour de la France. Ils ont cru faire à leurs enfants le plus beau des cadeaux : leur offrir d'être Français...

Il faut croire que ce n'était pas encore assez : auraient-ils dû renoncer à l'affection pour le pays qui les a vus naître quand tant de nos « pieds noirs » sont restés à jamais

³ Voir INSEE, Tableau « Nés vivants selon le pays de naissance des parents (Union Européenne à 28 ou non) », 2014.

⁴ INSEE, *France, Portrait social*, édition 2011, voir article de Pascale Breuil-Genier, Catherine Borrel, Bertrand Lhommeau, « Les immigrés, les descendants d'immigrés et leurs enfants ».

⁵ Dans la France d'aujourd'hui, environ 5 millions de Français sont *réputés* musulmans (par naissance ou par conversion), ce qui fait de l'islam la deuxième religion du pays. Selon le ministère, un tiers de ces personnes se déclarent croyantes et pratiquantes, soit 2 millions, ce qui recoupe le chiffre de l'enquête Insee/INED d'octobre 2010. Voir *Le Monde*, « Quel est le poids de l'islam en France ? », 21 janvier 2015.

inconsolés ? Auraient-ils dû changer de nom, renoncer à leur religion, oublier leurs traditions, renoncer à l'héritage de leurs propres parents comme gages d'intégration ? Depuis quand la seule identité française *légitime* est-elle celle qui peut prouver sa filiation à la « légende gauloise » ? Agents doubles aux yeux des uns, terroristes aux yeux des autres, voleurs du travail des *vrais* Français pour certains, fossoyeurs d'une identité européenne, chrétienne et blanche pour d'autres, vivants miroirs des méandres de notre propre histoire, celle de la France de la traite, de la France coloniale, de la France impériale... Victimes de ces perceptions, ne trouveront-ils jamais grâce aux yeux de la République ?

L'un des aspects les plus caractéristiques de la crise française – du divorce de la France d'avec elle-même – découle directement de là : des enfants et des petits-enfants habités par le souvenir de l'humiliation de leurs parents et de leurs grands-parents. Pour ces Français à part entière, nés en France d'ascendance africaine ou asiatique, scolarisés en France, aimant, se disputant, rêvant en Français, ne connaissant pour beaucoup que les villes et les campagnes de France, la blessure est encore vive. Et quoi de plus simple pour eux, de plus compréhensible, de plus humain, que de s'expliquer les impasses du présent par les traumatismes du passé : l'esclavage, la colonisation, une histoire structurée par l'humiliation plutôt que par la fierté ? Quoi de plus simple pour eux, de plus compréhensible, de plus humain, que de rejeter une intégration perçue comme une ultime défaite, un ultime renoncement, renvoyant à l'oubli pour solde de tout compte ? On a peine, depuis la France européenne du XXI^e siècle, à estimer l'ampleur du traumatisme rattaché notamment par Aimé Césaire⁶.

Cette France qui est morte, c'est aussi celle de grands principes dont nous avons perdu et la *lettre* et l'*esprit*, et qui sont progressivement devenus l'objet de conflits d'interprétation *chroniques* et dangereux entre nous, y compris à la tête de l'État. N'a-t-on pas vu il n'y a pas si longtemps s'affronter avec une rare violence un Premier ministre (Manuel Valls, né Espagnol, faut-il le rappeler !) et le président de l'Observatoire de la Laïcité (Jean-Louis Bianco, ancien secrétaire général de l'Élysée, deux fois ministre, ancien député), tous deux du même bord politique, sur la définition même de la laïcité ?⁷

La fin des mythes fondateurs

Toute communauté politique a besoin de mythes pour tenir ensemble, entretenir une image de soi valorisante, s'élancer vers l'avenir avec confiance, traverser les difficultés en sachant, au fond d'elle-même, qu'elle *en a connu d'autres* et qu'elle a su les dépasser.

Or ce qui s'écroule sous nos yeux, depuis plus de trente ans, c'est l'ensemble de nos mythes fondateurs, entretenus tant bien que mal, tour à tour éclipsés et réactivés depuis

⁶ « On aurait peine à s'imaginer ce qu'a pu être pour les Nègres des Antilles la terrible époque qui va du début du XVII^e siècle à la moitié du XIX^e siècle, si depuis quelque temps, l'histoire ne s'était chargée de fournir quelques bases de comparaison. Que l'on se représente Auschwitz et Dachau, Ravensbrück et Mauthausen, mais le tout à l'échelle immense, celle des siècles, celle des continents, l'Amérique transformée en "univers concentrationnaire", la tenue rayée imposée à toute une race, la parole donnée souverainement aux kapos et à la schlague, une plainte lugubre sillonnant l'Atlantique, des tas de cadavres à chaque halte dans le désert ou dans la forêt et les petits bourgeois d'Espagne, d'Angleterre, de France, de Hollande, innocents Himmlers du système, amassant de tout cela le hideux magot, le capital criminel qui fera d'eux des chefs d'industrie. Qu'on imagine tout cela et tous les crachats de l'histoire et toutes les humiliations et tous les sadismes et qu'on les additionne et qu'on les multiplie et on comprendra que l'Allemagne nazie n'a fait qu'appliquer en petit à l'Europe ce que l'Europe occidentale a appliqué pendant des siècles aux races qui eurent l'audace ou la maladresse de se trouver sur son chemin. L'admirable est que le nègre ait tenu ! » Introduction d'Aimé Césaire à *Esclavage et colonisation* de Victor Schœlcher (PUF, 1948, pp. 17-18).

⁷ Voir notamment *Le Nouvel Observateur*, « Valls et Bianco s'écharpent sur la laïcité », 20 janvier 2016.

1789 : les mythes d'une Société juste, d'une École du mérite, d'une Démocratie vivante, d'une République porteuse à travers le monde de Liberté, d'Égalité, de Fraternité.

Il aura fallu tout le génie d'un de Gaulle pour transformer le *plomb* d'une défaite cuisante et d'un rare affaissement moral en 1940 en *or* de la résistance célébrée au banquet des vainqueurs en 1945 ; tout le génie d'un général pour camoufler la débâcle de la France coloniale – en Indochine, en Algérie et ailleurs – derrière la promotion d'une France partie en croisade pour l'émancipation des peuples, contre toutes les hégémonies, américaine ou soviétique. Nous voulions y croire, et nous y avons cru !

De même que nous avons cru, depuis les « Trente Glorieuses », qu'une croissance matérielle sans fin sur fond d'idéal européen⁸ nous éviterait de nous poser la question de notre identité : que signifie être Français ? Cela a-t-il encore un sens ? À quoi croyons-nous ? Que voulons-nous en tant que peuple ? Autant de questions qui reviennent avec force aujourd'hui, alors que depuis quarante ans la situation économique et sociale se dégrade, et que la grande Utopie européenne se perd dans le non moins grand Marché unique.

Nous nous sommes assoupis en nous rêvant comme une puissance de premier ordre – souvent d'ailleurs avec la suffisance qu'engendre ce genre de rêverie ! Nous nous réveillons au fond du trou, convaincus que nous ne pouvons plus rien, individuellement et collectivement, sinon subir la marche de l'histoire et du monde. Nous nous sommes assoupis, bercés par des promesses de félicité universelle et éternelle. Le grand ennemi – l'URSS – s'effondrait en 1989, entraînant dans son sillage l'ensemble de ses vassaux d'Europe de l'Est. Le monde libre n'avait plus ni ennemi ni menace. La Chine communiste embrassait le capitalisme avec ferveur, et l'Iran khomeyniste était cerné de toutes parts. L'Internet concrétisait le rêve d'un « village planétaire », et les biotechnologies nous promettaient une victoire prochaine contre la maladie, et bientôt contre la mort. L'Union européenne approfondissait ses liens et accueillait à tour de bras de nouveaux peuples dans son giron protecteur. Nous voulions voir dans la fin du siècle – et du millénaire – la « fin de l'Histoire »⁹. Sur le plan économique, le déploiement continu de l'économie de marché allait réaliser la prospérité pour tous ; sur le plan politique, le déploiement non moins continu de la démocratie et de l'État de droit réaliserait – l'affaire était entendue – la paix et la liberté pour tous...

Nous nous réveillons face à un cauchemar planétaire : terrorisme international à la sauce Daesh, guerres chroniques, inégalités asymptotiques, chômage important, démocraties « inachevées », défis écologiques angoissants par leur ampleur, survie redevenue la préoccupation première d'une majorité d'êtres humains à travers la planète... Ce fossé est d'autant plus visible que l'information n'a jamais, dans toute l'histoire de l'humanité, aussi bien et aussi vite circulé, alimentant le scepticisme, la désillusion et le désespoir propres à notre temps.

Tous nos idéaux, tout ce à quoi nous avons cru et qui nous faisait tenir ensemble en tant que Nation, tout ce qui rendait possible un rapport à soi et au monde serein, nous l'avons vu relativisé, escamoté, perverti, violé. Et nous en portons tous, collectivement, la

⁸ Idéal né comme le projet de neutralisation réciproque des ennemis d'hier – Français et Allemands – en mettant en commun les instruments de la guerre : le charbon et l'acier.

⁹ Thèse d'abord lancée avec fracas par l'universitaire américain Francis Fukuyama, corrigée ensuite par lui – avec bien moins de bruit – du fait des « contrariétés » apportées par les réalités du monde à ses prédictions. L'idée, aussi simpliste que largement partagée, pourrait être formulée ainsi : sur le modèle de l'évolution darwinienne des espèces, les sociétés humaines cheminent nécessairement du « sous-développement » ou de l'archaïsme à l'état « développé », caractérisé par la démocratie occidentale, l'économie de marché telle que le monde la connaît aujourd'hui, et les progrès scientifiques et technologiques.

responsabilité. « *Mais de quoi parlez-vous donc ?* », demanderont sans doute et à juste titre certains esprits soucieux d'exemples concrets.

Évoquons d'abord le **fossé entre la grandeur des principes proclamés et la bassesse des pratiques quotidiennes**. Les discours ronflants sur nos « valeurs républicaines » ou la « France-patrie-des-Droits-de-l'Homme » en témoignent tristement alors que les inégalités explosent entre nous ; que l'école est devenue une machine à sanctifier les inégalités socioculturelles ; que vivre décemment d'un travail décent – une exigence pourtant simple, essentielle, indissociable d'une vie et d'une société équilibrées – est devenu pour beaucoup un combat acharné, désespérant, parfois impossible ; que des migrants qui ont choisi le déracinement et l'exil dans l'espoir d'une vie meilleure sont traités comme des criminels¹⁰ ; qu'une oligarchie politico-économique dispose d'une impunité sans limite quand d'autres sont condamnés pour des délits sans commune mesure avec ceux des premiers ; que nous préférons partout, et singulièrement en Afrique, des régimes corrompus, prédateurs mais conciliants, plutôt que des démocraties trop indépendantes... Nous pourrions également évoquer la défense de la diversité culturelle à l'extérieur, quand à l'intérieur la richesse que porte en elle une France de plus en plus métissée est méprisée, dilapidée, salie par un ensemble d'inégalités et de discriminations quotidiennes. Un livre ne suffirait pas à faire le catalogue des décalages entre nos principes et nos pratiques... Bien sûr, le jugement est dur. Bien sûr, l'idéalisme seul fait rarement de la bonne politique. Mais a-t-on bien pris conscience du caractère ravageur d'un tel fossé entre discours et pratiques pour la crédibilité de la parole publique, pour l'acceptation et l'application par tous de règles communes, pour l'image que nous nous faisons de nous-mêmes ? Comment espérer transmettre des valeurs à nos enfants, de banlieues ou d'ailleurs, comment penser garder rayonnement et crédibilité dans le monde quand tous les messages reviennent à celui-ci : « *Faites ce que je dis, pas ce que je fais* » ?

La fin du « modèle social » français

Hier encore, malgré la relativisation de notre rayonnement et de notre puissance dans le monde, nous conservions un sujet d'orgueil : notre modèle social. Cela aussi, nous le voyons mourir, incapables d'en faire notre deuil, donc incapables d'en inventer un autre, aussi généreux dans ses objectifs mais différent dans ses modalités.

« En France, la crise s'est traduite par une forte hausse de la pauvreté et des inégalités au cours de la période 2008-2012. Le nombre de pauvres s'est accru de 800.000 personnes et la pauvreté touchait en 2014 8,6 millions d'habitants, soit 14,2 % de la population française [...]. C'est surtout l'extrême pauvreté, à 40% du revenu médian (660 euros par mois et par unité de consommation), qui affiche la remontée la plus marquée. Après avoir sensiblement baissé entre 1996 et 2002, elle est ensuite repartie à la hausse, pour atteindre 2,3 millions de personnes en 2012. Une augmentation vertigineuse de 69 % en dix ans »¹¹.

Problèmes de logement (confort, taille, isolation, vétusté...), retards de paiement (factures, loyer, impôts), contraintes budgétaires (remboursements, découverts, difficile couverture des dépenses...), restrictions de consommation (chauffage, vacances, vêtements et chaussures, nourriture, vie sociale telle que recevoir des amis ou offrir un cadeau)... Confrontées à une forte concurrence dans la « file d'attente » pour l'accès à

¹⁰ Et que l'Europe en est réduite à recevoir une leçon d'humanisme de la Chancelière allemande, si critiquée par ailleurs, et qui en l'espèce a sauvé l'honneur du continent.

¹¹ Fondation Abbé-Pierre, *L'état du mal-logement en France*, 21^e rapport annuel, janvier 2016.

un logement, à un travail ou à des soins, les personnes les plus démunies *décrochent* des dispositifs et s'enfoncent dans la précarité. Ces personnes pauvres deviennent alors encore moins visibles qu'elles ne l'étaient jusque-là...¹²

Le chômage est évidemment une cause majeure de pauvreté. En 2014, la France (hors Mayotte) comptait un peu plus de 3 millions de chômeurs au sens du BIT et le taux de chômage s'élevait à 10,3% de la population active. Toujours selon l'INSEE¹³, les plus touchés par le chômage sont les *ouvriers* (14,3% contre 4,4% de chômage chez les cadres), les *non-diplômés* (16,2% de chômage, soit près de 3 fois plus que les diplômés), mais surtout les *jeunes* (23,4% de chômage chez les 15-24 ans). Quand on s'intéresse aux jeunes décrocheurs, le taux de chômage explose à près de 50% un à quatre ans après leur entrée dans la vie active.

En y ajoutant les inactifs qui gravitent dans le halo autour du chômage (parmi les 22,2 millions d'inactifs en France, 1,37 million souhaitent travailler mais ne satisfont pas tous les critères pour être au chômage, les femmes et les jeunes notamment), ce sont 4,5 millions de personnes qui sont sans emploi et souhaitent travailler.

À ces chiffres, il faut ajouter 1,64 million d'actifs en situation de sous-emploi, c'est-à-dire les personnes qui ont un emploi à temps partiel mais souhaitent travailler davantage : les plus touchés sont les femmes (qui occupent près de 4 emplois à temps partiel sur 5), les jeunes et les non-qualifiés.¹⁴

Depuis 1945, le modèle social français repose sur une règle simple : « *Travaille dans un emploi permanent, et tu seras protégé(e)* ». Ce système, qui lie emploi durable et protection sociale, ne pose pas seulement problème en termes d'*efficacité* – 1 demandeur d'emploi sur 2 n'a pas été indemnisés en 2015¹⁵, et ceux qui l'ont été ont perçu une indemnité correspondant à la moitié de leur salaire antérieur. Il devrait aussi nous interroger en termes de *justice*. Donnant toujours plus à ceux qui ont le plus, il évacue celles et ceux d'entre nous qui ont le plus besoin de protection : les jeunes adultes qui n'ont jamais occupé d'emploi durable¹⁶, toutes ces personnes qui, pour des raisons diverses (grossesse, maladie, divorce, dépendance ou décès d'un proche, mutation du conjoint...), entrent dans une spirale de « chômage de rotation » qui les conduit de petit boulot en petit boulot, avec à la clé des droits sociaux *mités*, puisque ces droits ont le plus souvent comme critère d'accumulation, voire d'ouverture, une durée minimale dans l'emploi.

Conçu dans un contexte de *plein emploi*, ce modèle n'est plus tenable pour plusieurs raisons : chômage de masse ; entrée de plus en plus tardive et sortie de plus en plus précoce du marché du travail ; précarité et discontinuité des carrières¹⁷ ; vieillissement de la population, qui est l'occasion de nouvelles dépenses alors que le rapport entre le nombre des cotisants et le nombre des bénéficiaires se dégrade¹⁸ ; ère familiale nouvelle,

¹² Voir pour plus de précisions le *Rapport 2014-2015 de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale* publié par la Documentation française.

¹³ INSEE, *Tableaux de l'économie française*, publication en date du 1^{er} mars 2016.

¹⁴ Tous ces chiffres sont accessibles dans Fabien Guggemos et Joëlle Vidalenc, « Une photographie du marché du travail en 2014 », *INSEE Mobile*, n°1569, octobre 2015.

¹⁵ Source : DARES Indicateurs, Août 2015, n°061.

¹⁶ Il faut avoir 25 ans au moins pour prétendre au RSA (Revenu de Solidarité Active) quand on n'a jamais travaillé de façon durable.

¹⁷ Selon Bernard Gazier, « *il paraît raisonnable, pour fixer les ordres de grandeur, de considérer que chaque année 5 millions de personnes, soit 25% de la population française en emploi, sont concernés par la précarité, vont et viennent entre des "petits boulots" et le chômage* ». (Bernard Gazier, *Vers un nouveau modèle social*, Flammarion, p. 31)

¹⁸ Dans les 50 années à venir, il est prévu que la proportion des personnes de plus de 60 ans dans les pays industrialisés va doubler, passant de 20 à 40%. Le rapport entre la population retraitée et la population active va se détériorer, passant de 4/5 actifs pour un retraité à 2 actifs pour un retraité en 2050.

faite de nombreuses recompositions, loin du noyau familial stable financé par le travailleur/père de famille, que s'attachait à protéger notre ancien système.

Qui parle ?

Dès l'âge de 3 ans, j'ai eu la chance de quitter la banlieue parisienne (Nanterre) pour aller vivre en Guadeloupe, dans le sillage de mes grands-parents maternels. Très tôt, je fus donc amené à comprendre que cette France que je portais en moi ne pouvait pas se résumer à sa seule réalité européenne. Le Créole devint ma petite patrie, au même titre que le Français.

Toute ma vie – j'aurai bientôt 47 ans –, du fait de mes choix professionnels, j'ai rencontré et côtoyé des personnes issues des horizons géographiques, ethniques, culturels et sociaux les plus divers : des humbles comme des puissants, des élus comme de simples citoyens. À l'échelle locale, j'ai exercé les fonctions de conseiller auprès du Président de la deuxième agglomération de France, à l'échelle nationale, j'ai été amené à rencontrer des ministres français et étrangers, à l'échelle globale, j'ai eu le privilège de travailler avec le Président de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO, 2009-2012). De 2012 à 2022, je me suis consacré entièrement à un mouvement d'éducation populaire que j'ai créé avec mon frère en 2007 : Les Cités d'Or. Beaucoup y reconnaîtront ce dessin animé¹⁹ qui a bercé ma génération et bien d'autres ; d'autres y verront une référence à la Cité antique, lieu d'émergence du citoyen ; d'autres enfin y reconnaîtront ces mines d'or inexplorées, et *a fortiori* inexploitées, que sont les « cités » de nos villes comme de nos campagnes. Et tous auront raison. Les Cités d'Or, c'est d'abord un ensemble de convictions qu'avec d'autres, j'ai tenté de mettre en pratique au quotidien et qui se poursuit aujourd'hui :

- Responsabilité individuelle : le monde est le résultat de chacune de nos actions ;
- Droit à l'erreur : l'erreur est un droit et une condition nécessaire de l'existence, pour peu qu'on en tire les leçons ;
- Puissance de la fraternité : pour changer le monde, commence par faire à autrui ce que tu voudrais qu'autrui fasse pour toi ;
- Nécessité vitale de sens : à titre individuel et collectif, nous avons besoin d'un horizon auquel nous donnons une signification pour avancer dans l'existence ;
- L'Homme, mesure de toute chose : la plus grande richesse d'une société, ce sont les êtres humains qui la composent ;
- Nécessité d'un changement de modèle : nous ne vivons pas une crise mais un changement de monde ;
- Pas de liberté sans libération : on ne naît pas libre, on le devient ;
- Refus du sectarisme et du dogmatisme : la vérité n'est la propriété de personne ;
- Foi en l'Homme et en sa perfectibilité : chacun peut devenir un acteur positif de sa vie et de la société ;
- Refus de la victimisation : nous n'avons pas d'autre véritable ennemi que nous-même ;
- Refus de la violence : la violence ne mène à rien d'autre qu'à la violence. Elle abîme ceux qui l'exercent autant qu'elle abîme ceux qui la subissent ;
- Solidarité : nous ne sommes pas seul(e)s et, en tant qu'êtres humains, nous partageons une solidarité de destin.

¹⁹ *Les mystérieuses cités d'or*, mettant en scène les tribulations de trois enfants – Portugais, Maya et Inca – à travers le Nouveau Monde.

À travers les Cités d'Or, j'ai été amené à travailler notamment avec des jeunes adultes (16-35 ans) en situation de décrochage scolaire et social, et à explorer avec eux des « compétences humaines et civiques fondamentales » afin de s'outiller ensemble pour devenir plus pleinement acteurs de nos vies et de la société.

Depuis des années, je rencontre partout la même envie de bien faire, stérilisée par un même fatalisme : la France serait trop petite, le monde trop complexe et trop menaçant, les citoyens trop incompetents, les politiques trop corrompus, l'argent trop présent, les médias trop manipulateurs, les différences entre nous trop insurmontables... Et même si toutes ces hypothèques étaient levées d'un coup de baguette magique, derrière quel projet se réunir ?

Et si nous avons tort ? Tort de croire que le monde est trop complexe pour être saisi ? Tort de croire que la mondialisation implique l'incapacité pour un peuple de près de 70 millions d'habitants de choisir les contours de son avenir ? Tort de penser que d'autres – les *professionnels* de la politique, de l'économie, de la science... – sont plus habilités que nous à prendre des décisions qui engagent notre avenir ? Tort de nous contenter du droit de choisir le personnel politique, mais en aucun cas les politiques elles-mêmes ? Tort de nous dessaisir de notre souveraineté sans lutte, et presque avec le lâche soulagement de ne pas avoir, ainsi, à être tenus pour responsables et comptables du « merdier » – parlons net ! – dans lequel nous nous enfonçons lentement mais sûrement ?

Contre la tentation d'abandonner notre avenir individuel et collectif à *ceux qui savent* ou seraient censés savoir, mais aussi parce que les espérances et les rêves de ma génération ne sont portées par aucun appareil politique, même de façon lointaine, j'ai décidé, avec d'autres, de me mettre en mouvement en simple citoyen, quarantenaire, petit-fils d'une ouvrière bretonne originaire de Brest et d'un ouvrier tunisien originaire de Béja en ligne paternelle, petit-fils d'une Guadeloupéenne originaire de Pointe-Noire et d'un officier océanographe guadeloupéen lui aussi, noir lui aussi mais d'ascendance anglaise²⁰, en ligne maternelle. Si j'évoque ce métissage, ce n'est évidemment pas pour le brandir comme un étendard ou comme une valeur en soi, mais plutôt pour rendre compte d'une certaine filiation généalogique, historique et sociale, pour expliquer *d'où je parle*, en quelque sorte.

Ces lignes, c'est une manière d'exprimer, hors de toute allégeance partisane et de toute appartenance à un *sérail*, mon amour ou plutôt ma passion pour la France, non pas cette petite réalité géographique qui aujourd'hui me désole à bien des égards, mais plutôt cette grande idée de liberté, d'égalité et de fraternité qui, sans avoir jamais sans doute trouvé sa concrétisation dans les faits, continue à inspirer tant d'hommes et de femmes en France et dans le monde comme *horizon politique* à ce jour sans équivalent.

Dans cette perspective, mon positionnement personnel est celui d'un euro-réaliste pour qui l'Union européenne, si elle peut devenir le véhicule de peuples libres d'inventer leur avenir, est une construction qui vaut d'être défendue avec ardeur. Mais dans le cas contraire, en quoi les peuples européens auraient-ils besoin d'un pouvoir exercé selon les mêmes modalités et suivant les mêmes finalités qu'aux niveaux nationaux, dans des sphères de pouvoir encore plus lointaines ?

²⁰ Mort prématurément d'un cancer de l'œsophage, causé très probablement par les radiations consécutives à sa participation aux essais nucléaires français à Mururoa dans les années 70.

Cette mise en mouvement, c'est aussi une manière de partager tout ce que ce pays m'a donné. À travers les enseignants dévoués de son école publique : en Guadeloupe²¹ comme à Paris²². À travers ses grands établissements d'enseignement supérieur : Sciences Po – où mes camarades de promotion s'appelaient Emmanuel Macron, Najat Belkacem ou encore Rama Yade –, École Pratique des Hautes Études, ESSEC. À travers sa culture pétrie d'humanisme et éprise d'émancipation.

Une énième initiative, à quoi bon ?

Cette initiative, c'est enfin une manière de poursuivre tant de discussions privées ou publiques dont l'avenir de la France était le sujet – conversations imprégnées d'exaspération, de doute ou de désespoir chez mes interlocuteurs français ; d'incompréhension, d'inquiétude ou de satisfaction chez des interlocuteurs étrangers voyant, de loin, décliner ce qui était naguère l'un des phares de ce monde.

Partant du constat qu'il n'est pas décevant possible d'accepter le monde tel qu'il va, Alain Juppé se déclarait déjà en 2007 « altermondialiste » ! Indépendamment du caractère cocasse mais bienvenu d'une telle appropriation, notre ancien Premier ministre et futur candidat à la Présidentielle rejoint en cela une écrasante majorité de Français, pour peu qu'on accepte que le terme désigne la quête d'un monde et d'une société autres, sans présumer de leur contenu. Si nous aspirons indéniablement au changement, sommes-nous prêts à y participer activement, à le porter, à l'incarner ? Peu d'éléments vont aujourd'hui dans ce sens. Faut-il alors tirer un trait sur cette perspective ? Non, d'abord parce les prédictions en politique et en histoire ne valent pas grand-chose²³ ; ensuite et surtout parce qu'il est difficile de se motiver quand on n'a aucune idée de l'horizon vers lequel tourner son regard.

Chacun sent bien au fond de soi que nous sommes entrés dans une époque troublée. Une époque effrayante à certains égards, comme en témoignent la guerre en Ukraine aujourd'hui et les attentats terroristes hier ; le changement climatique ; l'épuisement des ressources sur lesquelles reposent nos structures sociales (transports, agriculture, industrie, vie quotidienne...) ; l'extinction massive d'espèces vivantes ; la dégradation et l'empoisonnement des sols qui nous nourrissent, de l'air, de l'eau ; ces millions de personnes qui, à travers le monde, fuient la misère, la guerre, la mort, et dont tout indique que leurs flux grossiront encore demain ; un système financier que plus personne ne contrôle, et où argent propre et argent sale sont devenus indissociables ; un état de guerre économique généralisée, accentué par le retour dans l'économie-monde de pays qui, tels la Chine ou l'Inde, y avaient joué les figurants pendant des siècles après y avoir occupé la première place...

Mais une époque passionnante aussi, où tout – modèle de développement, modèle politique, valeurs... – est à repenser, à reconstruire, à refonder. Une époque exceptionnelle qui fait de nous, que nous le voulions ou non, les pionniers d'un monde neuf. Préhistoire, Antiquité, Moyen-âge, Temps Modernes, Époque contemporaine... Si le passage d'une ère à une autre est si troublé, c'est souvent parce que le fracas de ce qui meurt assourdit le bruissement de ce qui naît. C'est aussi parce que notre besoin de repères et notre instinct de conservation de ce qui est sont profonds : abandonner une

²¹ À l'école primaire et au collège du Raizet, puis au lycée de Providence.

²² Au lycée Louis-le-Grand, considéré comme l'un des meilleurs lycées de France.

²³ A la veille des manifestations de mai 1968, Pierre Viansson-Pontet titrait son éditorial dans le journal *Le Monde* : « *La France s'ennuie* »... On connaît la suite ! Et il en va de même pour la quasi-totalité des événements historiques tant soit peu marquants.

personne familière est déjà pour nous un déchirement, alors que dire du fait d'abandonner un monde ?

Ce que les historiens ont appelé par commodité l'Époque Contemporaine (véritablement initiée par la Révolution française et plus encore par la première Révolution industrielle) est en train de mourir. Elle s'est caractérisée par un certain rapport à la Nature, à la Raison, au Temps, à la Vérité, à l'Homme et à sa Liberté, avec des avancées incroyables pour l'humanité (ce qui explique sa propagation universelle) mais aussi des impasses définitives qui s'étalent aujourd'hui sous nos yeux. Ce qui meurt donc, c'est l'« Occidentalisation » du monde, dans laquelle tous les peuples ont leur part de responsabilité. Il nous reste à construire l'ère de la Réconciliation, entre nous, avec nous-mêmes, avec le monde. Entreprise « mystique » ? Non. Entreprise éthique et politique.

À ce stade, j'aimerais éviter tout malentendu. S'il existe de très nombreuses initiatives de contestation radicale du système contemporain, parfois rigoureusement argumentées et parfaitement convaincantes, s'il existe des « coups de gueule » ou des pamphlets plus ou moins bien sentis, ce constat n'en fait pas partie. Son ambition est ailleurs. Il s'adresse à tous ceux qui, conscients que des changements radicaux s'imposent, ne savent pas forcément quelle part ils peuvent y prendre. Que changer ? Pourquoi le changer ? Comment le changer ? Dans la bataille des idées et des valeurs qui a déjà commencé, chacun aura un rôle à tenir, pour convaincre, pour changer, pour aider à changer. Évidemment, Le Mouvement n'a pas la prétention absurde d'indiquer ce qu'il faut penser, mais simplement de défendre ce en quoi il croit et pourquoi il y croit, en rendant justice aux auteurs d'idées ou d'initiatives dont il aura pu s'inspirer, convaincu que le propre d'une bonne idée est sa capacité à circuler et à s'imposer à ceux qui la reçoivent avec une telle évidence qu'ils finissent parfois par oublier qu'ils n'en sont pas les auteurs...

À l'heure où le débat public résonne de commentaires (souvent dérisoires) plus que de propositions vraiment alternatives ; à l'heure où règne sans partage une *novlangue* plus ou moins neuve et plus ou moins creuse – *mondialisation, gouvernance, économie de la connaissance, valeurs républicaines, libéralisme (et antilibéralisme), social-démocratie, communautarisme, populisme, croissance, conservatisme, réformisme* (sans réformes ni réformateurs), *développement durable* – termes qui, loin de permettre d'analyser ou de saisir la situation contemporaine, s'en tiennent à la surface des choses, exonèrent de définir et de penser, et finalement ferment le débat avant qu'il ne soit ouvert ; *Le Mouvement* fait le pari d'articuler, autour d'une vision qui ambitionne la cohérence, quelques propositions concrètes aujourd'hui éparses, fragmentées, isolées.

Évidemment, il ne s'agit pas de soumettre à l'internaute assommé d'avance un catalogue indigeste de « bonnes pratiques » (éteindre nos lampes pour économiser l'énergie ; enseigner l'informatique en maternelle pour préparer le monde qui vient !!!) ou, pire encore, un « benchmarking » (ces fameuses comparaisons internationales chères au monde de l'entreprise et, aujourd'hui, au monde politique) qui voudrait que ce qui marche au Danemark, au Brésil ou aux États-Unis fasse, mis bout à bout et dans un contexte politique et culturel radicalement différent, un projet alternatif. Alors que les uns se réfèrent au *modèle* anglo-saxon, les autres au *modèle* allemand et les autres encore au *modèle* scandinave, il n'a jamais été aussi nécessaire de rappeler l'essence même de la Voie française : cette voie que les libéraux français ont pensée et initiée en engageant toutes leurs forces dans la Révolution de 1789 et la chute de l'Ancien Régime, cette Voie que les socialistes français ont embrassée²⁴, amplifiée et défendue lors de toutes les

²⁴ Pierre Leroux revendique l'invention du terme de « Socialisme », qu'il définit aussi comme « *la doctrine qui ne sacrifiera aucun des termes de la formule Liberté, Égalité, Fraternité* ».

Révolutions et Communes du XIX^e siècle. Cette Voie qui est aussi une promesse, à laquelle chacun d'entre nous est affectivement et politiquement attaché, il nous appartient aujourd'hui de l'actualiser pour répondre au premier défi français, celui qui nous offrira une chance de répondre à tous les autres : la Réconciliation entre nous, avec nous-mêmes, avec le monde.

Évidemment, une telle entreprise ne va pas sans une sympathie particulière pour tous ceux qui, au fond de leur cœur, souffrent de la blessure ouverte par les rêves brisés : tous ces jeunes frères et sœurs « issus de la diversité » (expression totalement absurde qui sous-entend que d'autres, par opposition, seraient « issus de l'unité » !) qui portent le poids des espérances déçues et de l'humiliation de leurs parents, étrangers à la terre qui a vu naître leurs parents, et étrangers à une France à laquelle ils renvoient l'image de son incapacité à « faire société » ; tous ces moins jeunes frères et sœurs qui ont accueilli les années 60 et 70 comme la bonne nouvelle d'un monde plus libre, plus juste, plus fraternel, et qui n'ont trouvé au bout de leur route que cynisme, barbarie, désillusion ; tous ces frères et sœurs enfin qui, au nom d'une conception humaniste de la société et du monde, ont investi leurs espérances dans la construction européenne, et qui voient ce rêve s'effiloche sous leurs yeux. À tous ces frères et sœurs, nous souhaitons dire que l'avenir est ce qu'ils en feront, et que s'ils s'en détournent, d'autres le façonneront à leur place.

Ce qui est proposé, c'est une manière différente d'aborder une *res publica* largement délaissée, voire discréditée. C'est une façon de dépasser la distinction aujourd'hui stérile entre politique, économique, social, environnemental et culturel (au sens large de valeurs, modes de vie, sciences, techniques...). En effet, ces catégories d'analyse ne parviennent plus à rendre compte des défis du temps, et ont même parfois tendance à les rendre incompréhensibles à force de les saucissonner. Reste pourtant à articuler ces dimensions autour d'un triple défi qui, si nous parvenons à y apporter une solution, pourra nous donner les clés de notre libération : libération de la schizophrénie, libération de l'injustice, libération de la peur de l'avenir. Ce qui est proposé, c'est aussi la contribution modeste – aux côtés de tant d'autres – à la constitution d'un mouvement véritablement civique, prêt à écrire une nouvelle page d'histoire dont notre pays a rarement eu autant besoin. Non pas pour simplement prendre le pouvoir, mais pour changer la façon même de l'exercer.

Depuis plusieurs années déjà, les rapports, doctrines, slogans et autres propositions de réformes ponctuelles ou radicales pullulent... Certains seront tentés de voir dans les chantiers proposés par le Mouvement une énième entreprise du même ordre, relevant de l'utopie. Qu'ils sachent simplement que toutes les propositions formulées ont été retenues pour leur faisabilité humaine, technique et financière, eu égard à nos moyens actuels humains, techniques (pensons notamment à l'appareil administratif français qui, quels que soient les griefs qui peuvent et doivent lui être adressés, demeure l'un des plus efficaces au monde) et financiers (au prix de nouveaux arbitrages et de nouvelles priorités, bien entendu). Loin de prétendre « réinventer l'eau sucrée », cette initiative n'a d'autre ambition que d'articuler selon une perspective renouvelée des idées et surtout des propositions aujourd'hui éparses et invisibles au plus grand nombre, pour contribuer à faire émerger de la cohérence là où existe aujourd'hui la confusion ; du désir là où existe aujourd'hui la résignation ; de l'adhésion là où existe aujourd'hui le scepticisme, voire le rejet.

Moralité ?

En référence à la fable de La Fontaine, il y a un peu de Loup et un peu de Chien – dans des proportions différentes – en chacun de nous : un côté suiviste et un côté résistant. Des Dogues comme celui de la fable, « *aussi puissant que beau, gras, poli* », nous en connaissons tous : tout ce que le monde compte de lieux de pouvoir – politique, économique, médiatique, universitaire, artistique, scientifique, associatif, religieux... – est parsemé de leur empreinte. Ils montent la garde devant la porte de leurs Maîtres et défendent jalousement, partout et toujours, les intérêts de Ceux-ci. Ils montrent les dents devant un système vermoulu qui ne tient que grâce à l'effet que produit le spectacle de leur gueule – toujours prompte à japper, voire à mordre – sur le passant impressionné. Mais des Loups aussi, nous en connaissons tous : hurlant devant l'argument d'autorité ou la loi du plus fort ; n'ayant jamais eu la « carrière » qu'ils étaient en droit d'espérer car ils n'ont jamais su ou voulu acquiescer à quelque accommodement avec leur conscience, jamais su consentir à se coucher... pour mieux passer sous les fourches caudines de telle ou telle meute, de tel ou tel clan, de tel ou tel Patron – au sens ou l'entendaient les Romains –, de tel ou tel Maître.

Dogue et Loup. Au-delà des deux *humains trop humains* Animaux, ce sont deux attitudes fondamentales face aux choix, aux dilemmes, aux épreuves auxquelles la vie nous soumet si souvent : résistance ou soumission, liberté ou servitude volontaire. De grands mots, direz-vous, pour qualifier des affranchissements ou des compromissions somme toute bénins... C'est ignorer que toute décision humaine n'implique pas seulement un *calcul* rationnel, mais aussi un choix *éthique* : un rapport à soi plus ou moins authentique – c'est-à-dire une plus ou moins grande adéquation entre ce qu'on pense, ce qu'on dit et ce qu'on fait –, un rapport aux autres plus ou moins juste – au sens de justesse et de justice –, un rapport au monde plus ou moins vrai, c'est-à-dire en harmonie avec le sens qu'on donne à la totalité du Réel, à la Vie et à la Mort...

La seule chose dont nous devons avoir peur...

Le 14 novembre 2015, la France s'est réveillée meurtrie. Tant à travers les figures des 130 victimes des attentats de Paris que dans le cœur de ces jeunes Français qui ont trouvé plus de sens dans la mort – la leur et celles de tant d'innocents – qu'ils n'en ont jamais trouvé dans leur vie, la France est morte. Une certaine France du moins, celle que la génération des quadra et plus a toujours connue, qui depuis des décennies se meurt, étouffée sous le poids de ses contradictions, accablée par un désengagement civique qui tel une pandémie frappe tous les âges, toutes les classes sociales, tous les territoires, toute la société, quelle que soit l'histoire de France de chacun.

Mais le pire qui nous guette aujourd'hui, c'est de succomber à la peur, à nos peurs. Car la peur paralyse, la peur obscurcit, la peur abrutit. Or plus que jamais nous avons besoin de discernement, à titre individuel comme à titre collectif. Et l'on ne peut discerner qu'en vertu de valeurs, d'une direction et d'une signification que nous donnons à nos vies, d'un projet qui nous dépasse individuellement et qui nous unit collectivement. Guerre, attentats, dérèglement climatique, chômage, désagrégation sociale, montée des extrêmes portés par une seule et même logique : défaire l'autre, celui qui ne me ressemble pas ethniquement, socialement, religieusement ou culturellement. Tel est le décor du drame qui se dessine de plus en plus nettement. Reste à savoir le rôle que chacun d'entre nous va y jouer – celles et ceux du moins qui ne peuvent pas se résoudre à n'en être que les spectateurs... et les potentielles « victimes collatérales ».

Il faudrait remonter bien loin pour trouver une époque où la France fut si apeurée, si désarmée, si déprimée, si fatiguée d'elle-même. En définitive, qui sommes-nous, et où allons-nous ? Cette jeunesse en quête de sens – qu'elle soit active ou chômeuse,

diplômée ou déscolarisée, urbaine ou rurale, croyante ou athée, d'ascendance européenne, africaine ou asiatique –, n'avons-nous à lui proposer, au mieux, qu'une carte bleue créditée d'un SMIC pour acquérir du prêt-à-jeter – si possible en solde ? Dans ce monde en cours de métamorphose, aspirons-nous donc seulement à devenir – une fois passés les périls les plus immédiats – la province touristique d'un « Occident » cadencé derrière des frontières barbelées, bercé de la douce illusion d'être à l'abri du chaos du monde, vivant au rythme du lancement du nouvel iPhone, vibrant (pendant un à trois jours, n'exagérons pas !) à l'unisson émotionnel de la dernière catastrophe humanitaire (si possible le plus loin de nous, idéalement vers le sud-est asiatique !) ? Comment pouvons-nous avoir collectivement si peu confiance en nous ?

Le temps de la radicalisation

Pendant des années, les critiques – féroces et radicales – formulées à l'encontre du système actuel, de ses institutions et de ses représentants, se sont cantonnées au cadre des conversations privées, en famille, entre amis, au café du commerce... Pendant des années, ces critiques n'ont rencontré que le « réformisme » bonhomme et la morgue tranquille de nos gouvernants, à l'évidence davantage intéressés par leurs frasques et fortunes microcosmiques, en dehors de quelques moments d'empathie populaire et d'agitation sans grande conséquence, avant et après les élections qui rythment notre vie démocratique par ailleurs bien pauvre.

Aujourd'hui les critiques ont laissé place à l'exaspération, voire à la haine contre *l'établissement* et son cortège de représentants, de soutiers et d'ayant-droit. L'essor du Front National, rompant digue après digue pour devenir le premier parti d'un pays qui a désormais peur de ses propres enfants, en est l'une des plus saisissantes illustrations. Partout dans le pays, et pour les raisons les plus diverses, des citoyens sans projet défini ni leader incontesté, sont désormais résolus à « occuper la place » et porter le fer contre le pouvoir : la « Manif pour tous » contre le mariage pour tous, les « Zadistes » contre l'aéroport Notre-Dame-des-Landes, « Nuit Debout » contre la loi El Khomri... À chaque fois, le pays se découvre des ressources militantes – quels qu'en soient les objectifs et l'idéologie – dont il ignorait jusqu'à l'existence. Le champ des revendications sociales n'est pas en reste et révèle la même exaspération et la même radicalisation : pensons à ces dirigeants d'Air France séquestrés et dépenaillés, symboles inversés de notre Marianne aux seins nus !²⁵

À cette radicalisation visible et télégénique, qui aspire à faire mouvement pour un jour « renverser la table », il faut ajouter la radicalisation invisible d'innombrables anonymes, parfois très jeunes, pour qui la Nation est une chimère et la République une blague de mauvais goût. Pour eux, l'affaire est entendue et la sécession est consommée. Non pas qu'ils aient le sentiment d'avoir fait sécession de la République, bien au contraire ils sont convaincus que c'est la République qui les a abandonnés ! Issues du monde rural, semi-rural ou périurbain, ces personnes partagent toutes un même sentiment de déracinement, d'invisibilité et de déprise – y compris sur leur propre vie – qui les rend sensibles à toutes les promesses d'identité recouvrée – que ces promesses viennent du champ religieux (intégrisme musulman notamment) ou du champ politique (mouvements identitaires ou radicalismes politiques). La boucle est bouclée...

Un phénomène mondial

²⁵ Dans *La liberté guidant le peuple*, célèbre tableau d'Eugène Delacroix.

Ce contexte est-il spécifique à la France ? Pas du tout. Depuis les années 80, partout où la mondialisation (ou plutôt les pouvoirs qui en portaient le projet) a suscité des transitions douloureuses en contrepartie de plus de paix et de bien-être matériel – contreparties qui se font toujours attendre pour une majorité de l’humanité – ; partout où elle a homogénéisé les modes de vie, standardisé les façons de produire et de consommer, décrété ce qui est moderne et ce qui est archaïque, ce qui est permis et ce qui est prohibé *hors de toute délibération collective* ; partout où la promesse d’un « village planétaire » et d’une humanité réconciliée avec elle-même a laissé place au désordre généralisé, à la guerre et à son cortège de réfugiés, à la prédation par quelques-uns de l’essentiel des richesses du monde, la mondialisation a suscité son contraire : un besoin effréné de conservation et d’affirmation d’identités singulières et à nulles autres pareilles : « valeurs asiatiques »²⁶, « valeurs musulmanes »²⁷, djihadisme, « ivoirité », Tea party, mouvements indigénistes en Amérique latine, *bolivarisme*, essor de l’extrême droite du Nord au Sud de l’Europe, mouvement des *Indignés*, *Occupy Wall Street*, *Podemos* et *Ciudadanos* en Espagne, Mouvement *Cinque Stelle* de Beppe Grillo en Italie, *Siriza* en Grèce... Action, réaction...

Un système rejeté

Il est toujours malaisé de tirer des conclusions générales de phénomènes pour la plupart ponctuels et/ou circonscrits dans l’espace. Mais ce n’est pas tout. Il y a aussi toutes ces enquêtes nationales ou internationales qui depuis trente ans vont *précisément* dans le sens d’un rejet brutal du système actuel, de ses institutions et de ses représentants. Les manifestations de cette lame de fond sont aussi nombreuses que variées.

Le premier enseignement de ces enquêtes, c’est le *discrédit des institutions centrales de nos sociétés démocratiques*. L’École d’abord, qui faillit logiquement à réaliser les promesses contradictoires dont elle a été investie : transmettre une culture d’excellence, former des travailleurs adaptables et compétitifs, réduire les inégalités sociales sur la base du seul mérite scolaire, former des citoyens responsables... La Justice ensuite : 54% des Français ne lui font pas confiance et, parmi eux, près de 20% déclarent ne lui accorder « aucune confiance » – seuls les Turcs et les Belges disent mieux !²⁸

Le deuxième enseignement de ces enquêtes réalisées à grande échelle sur plusieurs décennies, c’est la *critique féroce de la démocratie représentative*. Perçu comme l’expression des pantalonnades politiciennes, le Parlement est rejeté par près d’un Français sur quatre qui ne lui fait « absolument pas confiance », sans même parler de celles et ceux qui lui font « peu confiance », ce qui place les Français en 20^{ème} position sur 24 pays « développés » pris en compte, juste devant la Grèce, la République tchèque, le Mexique et la Turquie. Pour notre malheur, ce sentiment populaire est souvent étayé par la réalité : pensons à ce déni de démocratie inédit dans l’histoire contemporaine, qui a vu la quasi-totalité du Parlement de ce pays tenir pour nulle et non avenue une décision

²⁶ Despote éclairé de Singapour, Lee Kuan Yew, mort le 22 mars 2015, s’était affronté dès 1994 avec le Sud-Coréen Kim Dae Jung sur les « valeurs asiatiques », plaidoyer pro domo des régimes autoritaires et d’un contrôle social affirmé. Ce débat, porté par la Chine, est toujours d’actualité.

²⁷ Des nombreux pays, dont l’Arabie saoudite, se sont fait depuis des années les chantres de « valeur islamiques » alternatives et concurrentes des « valeurs occidentales », y compris dans les enceintes de l’ONU. Ces valeurs trouvent d’ailleurs leur application concrètes, parfois jusqu’à l’absurde. Voir notamment *Marianne*, « En Arabie saoudite, Starbucks accepte d’interdire l’accès aux femmes », 5 février 2016.

²⁸ Ces chiffres ainsi que ceux qui suivent, tirés notamment de l’*International Social Survey Program* et du *World Values Survey*, sont synthétisés par Yann Algan et Pierre Cahuc dans leur ouvrage *La société de défiance. Comment le modèle social français s’autodétruit*, Paris, Éditions Rue d’Ulm/Presses de l’École Normale Supérieure, décembre 2007. Inutile de préciser que ces chiffres se sont sans doute aggravés depuis 2007.

souveraine du peuple consulté par référendum²⁹. Ce rejet ne touche pas seulement la « classe » politique, mais toutes les institutions sur lesquelles repose la démocratie sociale, notamment les organisations syndicales, perçues comme des bureaucraties engagées dans la seule défense de leur intérêt, toujours en retard d'un combat, plus soucieuses de maintenir le *statu quo* que de porter les nécessaires changements. Comment expliquer sinon que la France soit l'une des sociétés développées les moins syndiquées au monde ? Ainsi, même les syndicats, institutions appartenant pourtant à la « société civile » et censées défendre les intérêts des travailleurs, sont « *absolument* » rejetés par plus d'un Français sur quatre !

La suspicion et la défiance généralisées sont devenues le lot commun de nos sociétés. Ainsi, 52% des Français considèrent que « *de nos jours on ne peut arriver au sommet sans être corrompu* », c'est-à-dire sans profiter « *d'un système inégalitaire dans lequel les réseaux de relations conditionnent la réussite sociale* »³⁰. Ce sentiment individuel et collectif de défiance, d'impuissance et de malaise est évidemment étayé par l'actualité : manifestations de ras-le-bol de Paris à Pointe-à-Pitre ; convulsions sporadiques dans ces *territoires de relégation* que constituent la plupart des banlieues françaises ; succession d'affaires dans le monde politico-économique – affaire de la *Société Générale*, affaire Jérôme Cahuzac, affaire Bigmalyon, affaire des « Panama Papers », etc.³¹ Autant de signaux, forts ou faibles, qui pointent tous vers l'indécence d'élites qui, de leur bulle, appellent à l'effort, au sacrifice, alors que dans le même temps les plus nantis s'arrogent une part toujours plus importante du « gâteau »³².

Malheureux comme un Français ?

Il est commode, notamment pour ceux qui ont la lourde tâche de nous gouverner, de penser que l'aspiration au changement n'est que l'affaire d'une poignée de militants idéalistes. Mais alors comment sommes-nous, Français, devenus les « *premiers consommateurs européens de psychotropes, rongés par le sentiment de mal-être, très bien placés dans le hit-parade du suicide* »³³ ? Nul besoin de remonter à Clovis pour tenter de trouver des causes, internes et externes, à cet état de mélancolie devenu chronique, exception faite de quelques victoires sportives attendues et célébrées comme d'éphémères renaissances nationales – images fugitives d'une France « Black, Blanc, Beur » réconciliée avec elle-même et avec le monde... Pour le reste, la France se présente comme un grand corps malade progressivement quitté par le souffle qui l'habitait, écartelé par ses contradictions, empoisonné par sa schizophrénie.

Nous n'avons jamais été aussi prospères collectivement, jamais. Et nous sommes pourtant mal à l'aise, frustrés, voire franchement malheureux individuellement. C'est la preuve, s'il en était besoin, que les peuples ne formulent pas seulement des *choix de bien-être* matériel – plan auquel nous Français, quelles que soient nos difficultés réelles, sommes plutôt mieux lotis que l'écrasante majorité de l'humanité ne le sera peut-être

²⁹ Je parle évidemment du rejet massif, par référendum, du projet de traité constitutionnel européen et de la ratification parlementaire du même texte quelque temps après.

³⁰ *Ibid.*

³¹ Scandales quotidiens ou exceptionnels, proches ou lointains, déversés à longueur d'images et de mots par la télévision, la presse, la radio, le cinéma, la littérature... Nous sommes tellement habitués aux maux dont souffre notre société qu'ils ne nous touchent plus.

³² Les salaires moyens des cadres dirigeants n'ont jamais autant progressé que ces dernières années.

³³ Christian Baudelot, professeur de sociologie à l'École Normale Supérieure, in Laurence Duboys Fresney, *Atlas des Français aujourd'hui*, Éditions Autrement, Paris, avril 2006, p. 7. Ajoutons que par « psychotropes », il faut entendre les antidépresseurs, drogues en tous genres, tranquillisants, somnifères, antipsychotiques, stimulants, etc... Quant au suicide en France, il s'en produit plus de 10.000 et 160.000 tentatives par an, sans même parler du nombre étonnant d'hospitalisations pour troubles psychiatriques !

jamais ! Les peuples formulent aussi et peut-être surtout des *choix d'identité* : « être Français », cela a-t-il encore une signification particulière ? Que faisons-nous et où souhaitons-nous aller ensemble ? Avons-nous une contribution particulière – même modeste – à apporter au monde ? Nous possédons collectivement richesse et puissance (même si tout est relatif !), mais pour en faire quoi ?

La France, comme « corps physique » (comme société concrète) mais aussi comme « corps mystique » (comme idée), se délite. *Par le haut*, une grande partie de nos élites n'ont d'yeux et d'intérêt que pour une « globalisation » dont elles tirent les plus grands bénéfices malgré « la crise ». *Par le bas*, des millions de Français « décrochent » avec le sentiment désespéré que leur sort est devenu *indifférent* à la société. Les uns et les autres, pour des raisons diverses, sont si convaincus que la France ne peut plus rien, qu'en retour ils ne veulent plus rien pour la France. Un seul élément fédère la majorité d'entre nous : le constat d'être engagés dans une impasse...

La *violence* s'est installée dans nos rapports sociaux quotidiens, et se nourrit de la violence de la société autant qu'elle l'alimente. Comme si les injustices, la dureté, l'indécence de la société étaient une permission et comme une absolution de notre propre injustice, de notre propre dureté, de notre propre indécence. Dès le plus jeune âge, nous sommes incités à voir dans nos semblables non pas des partenaires mais des concurrents. Et dans cette compétition, malheur aux vaincus du système – et Dieu sait s'ils sont nombreux ! – qui sont renvoyés au mieux à une humiliation intériorisée à vie, au pire à la violence. Le phénomène ne fait que s'accroître avec notre entrée dans la vie professionnelle. Nos différences auraient pu être l'occasion d'un enrichissement ; elles sont devenues un obstacle nourrissant la méfiance, la peur, parfois la haine. À ces frontières mentales s'ajoutent les frontières réelles d'une France éclatée en multiples ghettos spatiaux (les riches par ici, les pauvres par-là). Après 30 années d'une Politique de la Ville sans urbanisme ni urbanité, les *banlieues* (qui portent bien leur nom) en témoignent suffisamment. Faute de se sentir partie prenante d'un projet collectif, nous sommes devenus étrangers les uns aux autres, et il n'est pas rare de voir un différend se conclure par un « Sale Arabe ! », « Sale Blanc ! », « Sale Juif », « Sale Noir ! », « Sale Chinois ! », « Sale Portugais ! », « Sale cul-terreux ! », « Sale Corse ! », « Sale Yougo ! » ou autre « Retourne chez toi ! », comme si cette terre de France avait cessé d'être notre maison commune. D'aucuns diront que le phénomène a toujours existé. Sans doute a-t-on déjà connu des périodes où des minorités ethniques ou religieuses étaient stigmatisées, mais jamais depuis les guerres de religions nous n'avons connu un tel climat de rejet de tous par tous, de « communautarisation » des enjeux. Et l'on pourrait évoquer également les clivages générationnels, sociaux, territoriaux, culturels. Ce qui nous quitte sans que nous y prenions garde, c'est l'envie même de faire société.

Question de sens

Mais comment faire société quand le sens de nos vies, tant individuel que collectif, s'est largement perdu ? Ayant renoncé à espérer mieux, nous réclamons plus, toujours plus – de production, de consommation, de croissance – sans plus jamais nous interroger sur la finalité de cette croissance infinie³⁴. Comme le soulignait Patrick Viveret, « nous passons d'un univers où ce qui a vraiment de la valeur n'a pas de prix, pour entrer dans un autre (...) où ce qui n'a pas de prix n'a pas réellement de valeur ». S'agit-il de dénoncer l'économie de marché dans son principe ? Évidemment pas. Mais comment voir sans

³⁴ Il est toujours possible de se réfugier dans la *foi* en faisant le pari, contre toute évidence, qu'une croissance économique maintenue coûte que coûte et que les progrès scientifiques et technologiques nous offriront demain les ressources et connaissances pour réparer ce que nous sommes en train de détruire aujourd'hui.

émotion se déployer la logique et les pratiques d'un capitalisme devenu fondamentaliste (selon la formule de Joseph E. Stiglitz, Prix Nobel d'Économie et ancien économiste en chef de la Banque Mondiale), une économie de gaspillage qui rompt avec des millénaires d'économies de recyclage ? Dans nos « sociétés de marché », la personne est devenue un simulacre dont on voudrait faire croire qu'il est libre parce qu'il dispose d'un ensemble de droits dont le mieux assuré demeure celui de consommer, sur lequel on voudrait désormais faire peser toutes les responsabilités naguère assumées par des solidarités (familiales, nationales..) méthodiquement sapées, avec à la clé l'impératif de rentabilité économique sous peine d'exclusion totale. Que reste-t-il à une civilisation qui a fait de l'argent – valeur d'échange neutre en soi – la fin ultime, la nouvelle divinité, parfois invisible et toujours présente ?³⁵

Face à cette situation, nous nous sentons doublement impuissants : impuissants de l'extérieur, face à une *mondialisation* vécue comme un état de guerre économique généralisée, où des territoires sans pouvoir se voient livrés à des pouvoirs sans territoire. Signe des temps, parmi les 100 premières puissances économiques mondiales, on compte 49 États et 51 entreprises qui ont désormais le pouvoir de mettre en concurrence les sociétés entre elles sur des critères sociaux et fiscaux³⁶ – pouvoir extraordinaire qui a transformé en quelques décennies les grands dirigeants économiques en décideurs politiques et les grands dirigeants politiques en représentants de commerce de leurs champions économiques nationaux... De cette mondialisation, les peuples ne perçoivent que les coûts exorbitants (sociaux, écologiques) qu'ils sont invités à assumer quand, dans le même temps, les gains promis semblent confisqués entre les mains de quelques-uns : *socialisation des pertes et privatisation des gains* en quelque sorte. Et au nom même de cette mondialisation, les politiques publiques sont devenues une litanie désespérante de *sacrifices sans contrepartie* demandés aux couches les plus fragiles de la société – et cyniquement renommés « réformes »...

Impuissants aussi de l'intérieur, face à *l'absence d'alternatives désirables, cohérentes et crédibles*. Où que nous tournions notre regard, l'horizon semble bouché, notre histoire déjà écrite ou écrite ailleurs.

Nos amis dits *libéraux* – de droite comme de gauche – se sont progressivement enfermés dans une vision religieuse de l'économie, considérant cette science humaine et politique par excellence comme une science exacte régie par des lois naturelles, abandonnant à une capricieuse idole – le *Marché* et sa loi aveugle de l'offre et de la demande – le soin de répartir au mieux l'ensemble des ressources de la planète. Cette vision peut à la rigueur fonctionner pour des ordinateurs ou des voitures, mais qu'en est-il s'agissant de santé, d'éducation ou de biens communs (eau, air, information..) ? Ces nouveaux *modernes*, qui voudraient administrer la France comme on gère une entreprise cotée en bourse (ne pas effrayer les actionnaires surtout !), ne s'adressent plus à des citoyens mais à des clients.

Quant à nos amis dits *socialistes*, ils ont poussé jusqu'à l'absurde l'identité entre expression de l'intérêt général et bureaucratie d'État : négligeant le nécessaire travail de redéfinition des missions d'un État au XXI^e siècle ; oubliant que la Société avait un rôle organique à jouer dans l'éclosion d'une démocratie adulte (rôle qui ne peut plus se réduire à celui tenu par les syndicats, associations et autres mouvements sociaux) ; refusant pendant trop longtemps de considérer qu'au-delà des choix de bien-être matériel, les citoyens exprimaient aussi des choix d'identité.

³⁵ Depuis quelques années, les entreprises multinationales s'intéressent de très près au *formidable marché* que constitue la masse d'humains vivant avec moins de 2 dollars par jour, soit un marché de quelque 4.000 milliards de dollars.

³⁶ Voir *L'Expansion*, « Ces entreprises plus fortes que les États », 30 avril 2013.

Alors, tous foncièrement *corrompus* ? Évidemment, non. L'espace public – ou du moins ce qu'il en reste – foisonne d'hommes et de femmes de grande qualité, présents sur tout l'échiquier politique, engagés dans un combat sincère, mais ne disposant pas forcément du pouvoir de changer les choses. Il serait d'ailleurs trop facile de transformer ceux de nos dirigeants politiques qui occupent le devant de la scène depuis trente ans – et ceux qui en perpétuent l'héritage, sous couvert ou non de *rupture* – en boucs émissaires, parce que le monde a considérablement évolué en l'espace de quelques années, mais surtout parce qu'en *démocratie*, le seul responsable c'est le *peuple souverain*. C'est nous-mêmes qui, par notre croissant désintérêt de la chose publique, avons rendu possible cette situation.

Aurions-nous donc échappé aux maux dont *toutes* les civilisations connues de l'histoire humaine sont *toujours* mortes pour en avoir négligé ne serait-ce qu'un seul : *entrave à la liberté* (de conscience, d'expression, de participation aux choix collectifs..); *institutionnalisation des inégalités* (privilèges, castes, ségrégation..); *non-considération du monde* (dégradation de l'environnement naturel, mépris des souffrances et des intérêts exprimés aux « marches », aux frontières, à la périphérie..) ? De ce point de vue, si nous n'avons rien à envier aux civilisations passées³⁷, nous n'avons assurément aucune leçon à leur donner. Et la posture consistant à envisager notre temps comme la fine fleur du progrès et du développement éclore sur le fumier des âges antérieurs, l'arrogance qui pousse certains de nos contemporains à imaginer que nos (fragiles) avancées démocratiques, nos progrès scientifiques et technologiques (plus convaincants en matière d'armements nucléaires que d'énergies renouvelables), notre prospérité matérielle (toujours plus prédatrice vis-à-vis de notre environnement) ont sonné la fin de l'Histoire, cette posture et cette arrogance sont ineptes, voire indécentes. C'est pourquoi nous devons lutter contre la tentation forte, après avoir cru à tant de choses et avec tant de ferveur parfois, de ne plus croire en rien.

Pour notre malheur, ceux qui auraient intérêt à changer n'en ont pas le pouvoir, ou même parfois pas l'idée. Quant à ceux qui auraient les moyens d'engager des changements, ils ne le veulent pas car ils trouvent avantage, fût-ce pour des raisons contradictoires, à maintenir le *statu quo*... Dans ces conditions, il nous appartient, à tous en tant que société et à chacun en tant que citoyen, de décider si notre temps a davantage besoin de loups – eussent-ils les dents longues ! – ou de chiens « *au col pelé* ». Bref, il nous appartient de choisir entre résignation et révolution.

Si nous voyons clairement en quoi consisterait et où nous mènerait la résignation – c'est-à-dire à la désintégration sociale, au tribalisme et au chaos planétaire –, nous sommes plus dubitatifs, voire effrayés, quant à ce que pourrait recouvrir une révolution. S'agirait-il, comme cela fut le cas sous d'autres cieux et en d'autres temps, d'éliminer les *affreux capitalistes*, d'interdire la propriété privée des biens de production, d'abolir le rapport salarial, d'abolir la monnaie elle-même ? Faudrait-il donc plonger la société dans le chaos et la terreur pour n'aboutir finalement qu'à un changement des *ayant-droit* du pouvoir et de la richesse, bref continuer à jouer une même musique en changeant simplement d'orchestre ? Qui peut une seconde penser qu'une telle voie soit durable ou seulement souhaitable ? Qui peut une seconde penser que la violence suffira à faire émerger une nouvelle conscience et une nouvelle responsabilité collectives, de nouvelles structures plus démocratiques et plus justes, un nouvel imaginaire, un sens renouvelé à nos vies individuelles et collectives, bref que la violence pourra refaire de nous les sujets de notre propre histoire ? La révolution qui nous attend est bien plus exigeante car elle est inédite, c'est même là que résidera sa crédibilité, pour nous-mêmes et aux yeux du

³⁷ Il ne servirait à rien de se tourner avec nostalgie vers le passé et pour cause : à quel « âge d'or » perdu pourrait-on raisonnablement de référer ? Autres temps, autres mœurs, autres maux...

monde. Comme l'explique Castoriadis, « *révolution ne signifie ni guerre civile ni effusion de sang. La révolution est un changement de certaines institutions centrales de la société par l'activité de la société elle-même : l'auto-transformation explicite de la société condensée dans un temps bref. (...) La révolution signifie l'entrée de l'essentiel de la communauté dans une phase d'activité politique, c'est-à-dire instituante. L'imaginaire social se met au travail et s'attaque explicitement à la transformation des institutions existantes.* »

Des raisons d'espérer ?

Il est ironique de constater que des millions de personnes à travers le monde croient encore en la France plus que nous y croyons nous-mêmes – les hommages planétaires au peuple français après les attentats de janvier et de novembre 2015, sans équivalent alors que tant d'autres pays ont été récemment endeuillés par le terrorisme, en administrent une preuve éclatante. À tort ou à raison, au-delà des griefs nombreux qu'ils peuvent formuler à l'encontre de nos gouvernements, ils voient en nous un modèle de *peuple politique*. Qu'est-ce que cela veut dire ? Tout simplement une somme d'individus qui a la conscience – et aujourd'hui malheureusement la nostalgie – de participer à une aventure collective qui la dépasse et l'unifie ; qui possède – tout comme le peuple américain d'ailleurs – un rapport passionné à son histoire et à ses mythes fondateurs, que ce rapport soit positif ou négatif ; qui veut croire à sa liberté souveraine de choisir son avenir et qui se cabre dès lors qu'on cherche à lui dire ce qu'il faut croire, ce qu'il faut penser, ce qu'il faut voter. Alors le peuple français, singulièrement depuis quelques années, dit NON, sûrement pas par plaisir, mais faute de pouvoir dire OUI à des projets politiques mobilisateurs introuvables aujourd'hui.

La France a connu de nombreuses révolutions mais la conscience collective – nationale et mondiale – n'en a retenu qu'une, la « Grande », celle de 1789. Et de fait, son héritage a structuré nos vies et a su inspirer de nombreux peuples qui ont fondé sur ses principes leur propre libération, jusqu'à ce jour. Qui pourtant, quelques années avant 1789, aurait pu imaginer son explosion et son impact sur le monde entier ? Qui, dans une France monarchique divisée en trois ordres – Noblesse, Clergé, Tiers-état –, aurait pu imaginer une seule seconde qu'une révolution pût non seulement éclater, mais surtout résister seule à l'ensemble des puissances monarchiques européennes coalisées contre elle, pour finir par propager son message libérateur à travers le monde ? Personne, pas même ceux qui prirent part à l'ouverture des *États Généraux* le 4 mai, deux mois seulement avant la prise de la Bastille un certain 14 juillet...

De ce moment *instituant* ou fondateur, il ne reste plus aujourd'hui qu'un souvenir glorieux quoique mitigé – la Terreur révolutionnaire a laissé des traces ! –, des principes essoufflés à force de se heurter au réel, des pratiques et des clivages qui ne sont plus à même de rendre compte du monde dans lequel nous sommes entrés. Faut-il le déplorer ? Au contraire, cela prouve que l'Histoire continue, qu'elle se cherche des nouveaux chemins, de nouvelles fondations, de nouvelles *sages-femmes* et de nouveaux *accoucheurs*.

Isolés ? Nous le serions si la souffrance et le désir de changement n'étaient pas si partagés aujourd'hui. À l'échelle planétaire, selon l'Organisation Mondiale de la Santé, le nombre annuel de morts par suicide atteint presque le million, loin devant les homicides (500.000) et les victimes des guerres (250.000). L'OCDE estime qu'au cours des 30 dernières années les taux de suicide ont progressé en moyenne de 10% parmi ses membres. À l'évidence, nous aurions perdu – ou serions en train de perdre – quelque chose qui ne saurait s'estimer en termes économiques, puisque nous n'avons jamais été

collectivement aussi riches... Quel que soit le continent pris en considération, la soif de changement est tangible. Aurions-nous imaginé il y a quelques années seulement, qu'un candidat noir accède à la présidence des États-Unis d'Amérique avec pour seul slogan le mot « CHANGE » ? Aurions-nous imaginé les bouleversements qu'a connus le continent latino-américain il y a quelques années ou que connaît le monde arabo-musulman en ce moment même ?

Impuissants face à la marche du monde ? Nous le serions si la mondialisation dans ses aspects les plus déplaisants était une catastrophe naturelle ou une punition divine. Il s'agit au contraire d'un choix délibéré, réfléchi, politique : les principales élites politico-économiques de la planète ont délibérément choisi, dès la fin du siècle dernier, de se dessaisir d'un nombre croissant de prérogatives jusqu'alors considérées comme essentielles au profit de processus impersonnels qui, pour fonctionner, n'ont plus besoin de *sujets* mais seulement d'*agents* : le Marché, dans l'ordre des échanges et de la répartition « optimale » des ressources, et le Droit. D'ailleurs, nous pouvons tous constater l'« économicisation » et la « juridicisation » de nos vies quotidiennes, jusque dans le cadre familial. Or ce que le politique a fait, le politique peut le défaire, ou le changer.

À côté de cet « esprit des temps » qui, de façon négative, constitue un levier de transformation, il est indispensable de souligner l'action positive de milliers de personnes qui, à travers la France et au-delà, entrent plus ou moins consciemment en résistance, inventent au quotidien d'autres perspectives et les mettent en œuvre sans attendre la bénédiction de qui que ce soit, transformant leur environnement et parfois même la société tout entière. Pensons aux BlablaCar, AirBnB et autres Uber qui, lentement mais sûrement, transforment le visage de notre économie. Pourrions-nous aujourd'hui bénéficier de nos mutuelles si quelques ouvriers lyonnais n'avaient pas décidé de créer la première « *société de secours mutuel* » en 1804 ? Où en serions-nous aujourd'hui si quelques femmes d'abord, des centaines puis des milliers, des millions enfin, n'avaient décidé de braver des attitudes, des mœurs et des tabous millénaires pour conquérir davantage d'autonomie ? Aujourd'hui encore, les leviers de transformation existent, humains, économiques, juridiques, politiques. Ils produiront leurs effets, tôt ou tard. Il nous appartient de hâter les choses ou d'attendre, encore... Il nous appartient, en définitive, de nous réconcilier avec nous-mêmes, entre nous, avec le monde, ce qui ne se fera pas sans efforts ni conflits.

Chemins de réconciliation

Le projet politique qu'il nous appartient de concrétiser – du moins est-ce la conviction fondamentale de notre initiative – tient en un mot : réconciliation.

L'internaute se rendra rapidement compte que l'essentiel des propositions formulées sur cette plateforme visent à apporter des éléments concrets de réponses – sans aucun doute discutables – à une série de défis auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés. Néanmoins, toutes ces propositions ont pour visée commune une triple réconciliation : avec nous-mêmes (apaiser la schizophrénie individuelle et collective qui alimente notre mal-être), entre nous (sortir des injustices qui nourrissent la défiance mutuelle), avec le monde (traiter les causes des peurs qui engendrent notre posture défensive et stérile). Le chantier paraît ambitieux, écrasant, et d'une certaine manière il l'est. Mais l'expérience montre que celui qui poursuit un projet médiocre ne peut espérer au mieux qu'un résultat médiocre...

En l'espace d'une cinquantaine d'années, l'humanité a connu des changements formidables. Bon gré mal gré, les nations se sont ouvertes aux marchandises, aux capitaux, aux personnes. Mais à mesure que les frontières nationales s'estompaient, d'autres frontières sont apparues au sein même des nations, moins visibles mais encore plus nettes que les précédentes : *frontières géographiques* entre des espaces d'attraction (les grandes villes riches et leur agglomération, les paradis fiscaux, ou sociaux) et des espaces de relégation peu à peu abandonnés à leur sort ; *frontières socio-économiques* entre des riches de plus en plus riches, profitant pleinement du nouveau contexte mondial, de ses marchés et de ses places financières, et des pauvres de plus en plus pauvres, qui comme Tantale, peuvent toucher le fruit sans pouvoir le porter à leur bouche, jusqu'à ce que cette frustration se transforme en violence ; *frontières culturelles et symboliques* entre dominants et dominés d'hier qui, suite à la dislocation des empires coloniaux, se sentent également menacés dans leur identité, en attendant d'apprendre à vivre sur un pied d'égalité autour de valeurs partagées aujourd'hui confuses ; *frontières générationnelles* enfin, dans un monde où la coexistence de quatre générations successives est devenue chose courante, où il a rarement été aussi difficile d'être jeune, où la transmission du savoir et de la mémoire entre générations semble brisée.

Le conflit est le moteur de l'évolution des sociétés : encore faut-il pouvoir le construire et l'organiser sur le mode du débat. Sinon la violence prend le pas, et son paroxysme a un nom : la guerre civile. C'est pourquoi un projet politique de transformation, pour être *acceptable*, doit répondre à une règle fondamentale : l'avantage, le privilège ou la position d'intérêt auxquels chacun d'entre nous est amené à renoncer, le sacrifice auquel chacun d'entre nous consent doit trouver sa contrepartie dans une nouvelle situation globale au moins aussi stable, sûre ou avantageuse. Ce processus implique de traiter tous les sujets, tous les domaines, toutes les situations en même temps, bref de transformer l'ensemble du système. Comment en effet transformer nos pratiques démocratiques sans transformer notre système éducatif ? Comment réformer notre système de retraites sans réformer dans le même temps notre marché du travail ? Comment répondre au défi énergétique sans révolutionner nos façons de produire et de consommer ? Comment penser « intégrer » les filles et les fils sans reconnaître la place des mères et des pères dans notre aventure nationale ? Comment espérer conserver une voix dans le monde sans cesser l'alignement systématique sur le modèle dominant et proposer autre chose ? Comment être juste sans être courageux ? Comment espérer se réconcilier avec le monde (comme « concert des nations » et comme planète) sans être réconciliés entre nous et, plus encore, avec nous-mêmes ?

1^{er} axe : nous réconcilier entre nous

Secteur public contre secteur privé, employeur contre employé, Français *de souche* contre Français *de branchage*, jeune contre vieux, élite contre peuple, inclus contre exclu, urbain contre rural, croyant contre laïc... Nos différences sont devenues des barrières, et nous nous sommes habitués à voir l'autre tantôt comme le responsable malveillant de nos problèmes, tantôt comme un moyen parmi d'autres de parvenir à nos fins, tantôt comme un obstacle de plus dans l'embouteillage général...

Cette guerre de tous contre tous puise à plusieurs sources qui s'autoalimentent sans fin. La première de ces sources est *intime*. C'est notre mal-être profond qui s'exprime en violence quotidienne, verbale ou physique, matérielle ou symbolique. C'est le désamour de soi qui s'épanche dans les relations sociales en désamour de l'autre.

La deuxième de ces sources est *éducative*. Elle nous renvoie aux valeurs collectives que nous entretenons et transmettons. En effet, dès le plus jeune âge, cœurs et esprits sont aiguisés vers la concurrence et la compétition ; la réussite des uns tire tout son prix de

l'échec des autres. Et la quête d'un rapport aux autres juste pèse bien peu face au culte de l'argent facile et face à l'indulgence – voire l'admiration – pour le contournement des règles et des lois.

La troisième source est proprement *politique*. Elle concerne d'une part la répartition du pouvoir, de la richesse, de l'effort, en un mot la justice (ou plutôt l'injustice) de notre société. Elle nous renvoie d'autre part l'absence d'un horizon commun. En effet, si la France s'abîme dans des antagonismes pour partie réels et pour partie fantasmés, c'est d'abord parce que nous ne savons pas où nous souhaitons aller ensemble. Il nous reste juste à ressasser quelques *histoires de famille*, plus ou moins heureuses, plus ou moins douloureuses...

Partant de ces constats, sur quelles bases pouvons-nous espérer nous réconcilier entre nous ? Faire société, c'est prendre acte d'inévitables situations de conflits – entre des positions différentes, entre des intérêts divergents – pour dépasser la confrontation binaire et inventer de nouvelles situations sociales où il n'existe plus à terme de perdant ou de vaincu. Hors de cette règle, il n'est pas de changement individuel ou collectif acceptable. C'est pourquoi nous ne pourrions nous réconcilier qu'à travers un projet commun de transformation. « *Non pas penser dans le même sens, mais pousser dans le même* », disait un empereur romain connu pour sa sagesse³⁸. S'accorder sur l'ambition, à défaut de s'accorder sur le détail. Se remettre en mouvement.

Nous réconcilier entre nous, c'est inventer les chemins qui nous permettront de remettre de la justice là où prédomine le sentiment d'injustice. Faire tomber les barrières matérielles et mentales qui nous séparent les uns des autres. Permettre aux Français qui vivent dans des mondes sociaux parallèles et hermétiques les uns vis-à-vis des autres de mieux se connaître pour mieux se reconnaître, réciproquement. Dans *La lutte pour la reconnaissance* (1992), le philosophe Axel Honneth³⁹ s'interroge sur les causes essentielles des conflits sociaux. Le mérite de ses travaux est de nous rappeler qu'à côté des conflits sociaux qui s'enracinent dans une inégale (re)distribution des ressources matérielles, de très nombreux conflits contemporains s'enracinent dans une inégale distribution de cette ressource symbolique fondamentale qu'est la reconnaissance. Honneth identifie trois dimensions de la reconnaissance.

Tout d'abord la reconnaissance « amoureuse » : quand deux regards se croisent et se tiennent, quand des liens interpersonnels de proximité (familiaux, amicaux ou autres) confirment aux individus *en chair et en os* leur capacité à satisfaire leurs besoins et à assouvir leurs désirs seuls dans des relations sécurisantes d'interdépendance. Toute personne a besoin d'une telle reconnaissance pour s'élancer dans la société avec confiance, sans craindre pour son intégrité physique ou psychique.

La deuxième dimension de la reconnaissance est juridique. Son vecteur privilégié est le droit entendu comme réciprocité entre les droits et les devoirs. Une telle reconnaissance est essentielle pour que chaque individu ou chaque groupe social se vive comme un sujet auquel est reconnue la capacité universelle de poser des jugements pratiques et de rendre compte de ses actes. Sur elle repose le sentiment de dignité et de « respect de soi ». Sans elle, la société entre dans le règne du mépris, réel ou ressenti, des autres comme de soi.

³⁸ Il s'agit de l'empereur Marc-Aurèle, dans ses *Pensées pour soi-même*.

³⁹ Né en 1949, Axel Honneth est devenu le chef de file de l'École de Francfort, mouvement intellectuel allemand qui s'est imposé dans le sillage des travaux de Jürgen Habermas, rendu célèbre par ses travaux autour de la notion de « patriotisme constitutionnel » et autour d'une nouvelle éthique de la communication.

Honneth évoque enfin la reconnaissance « culturelle », c'est-à-dire la reconnaissance du « travail social » de chacun, sa contribution singulière, même modeste, à la communauté des valeurs d'une société. Alors que la machine française à intégrer semble brisée, et qu'éclate dans de nombreux secteurs de la société un sentiment d'humiliation et d'invisibilité, nous sommes-nous bien interrogés sur notre capacité à accueillir et à reconnaître les gens dans leur trajectoire de vie singulière et dans leur irremplaçable contribution à l'aventure France ? Une telle considération vaut pour les immigrants d'hier devenus Français aujourd'hui. Elle vaut aussi pour les populations d'Outre-Mer, membres pour certaines de la communauté française depuis le 16^e siècle mais souvent traités comme les confettis d'un Empire disparu. Enfin, elle vaut tout autant pour les paysans de nos campagnes qui surent répondre à toutes les injonctions – y compris les plus paradoxales – de la société depuis plus d'un demi-siècle, et qui se sentent aujourd'hui considérés au mieux comme des assistés, vestiges d'un monde archaïque, et au pire comme des empoisonneurs...

Bref, le chantier visant à nous réconcilier entre nous est immense, et ne pourra être mené sans conflits d'interprétation, de valeurs, de mémoires. Mais l'entreprise n'est pas impossible si nous savons nous doter de critères de justice clairs et applicables à tous, et si nous favorisons beaucoup plus résolument une reconnaissance réciproque entre nous.

La première partie de ce livre aura donc l'ambition d'explorer quelques voies susceptibles de remettre en mouvement toute la société en offrant l'esquisse d'une redéfinition des « règles du jeu » collectif. Encore faut-il des joueurs vaillants, confiants dans leurs propres forces et envisageant l'avenir avec un minimum de sérénité pour y prendre part. C'est tout l'objet des chapitres qui y seront consacrés.

2^e axe : nous réconcilier avec nous-mêmes

Pourquoi aborder les enjeux liés à notre besoin de nous réconcilier entre nous avant d'envisager les enjeux, tout aussi importants, liés à notre besoin de nous réconcilier avec nous-mêmes ou avec le monde ? Sans doute parce qu'il y a urgence à retrouver confiance dans l'aventure collective pour pouvoir s'y réinvestir. Cela dit, les deux chantiers sont nécessairement liés, étroitement liés. Car que vaudraient des institutions démocratiques exemplaires sans des citoyens libres et éclairés pour les faire vivre ? Que vaudrait une société plus juste si les causes intimes de notre mal-être et de notre schizophrénie restent inchangées ? Se retrouver, certes, mais pour partager quoi ? Nos impasses collectives se nourrissent de nos impasses individuelles autant qu'elles les alimentent.

Sur quoi reposent ces impasses et déchirements intimes ? Est-il possible d'y apporter des réponses politiques, c'est-à-dire collectives ? Bref, peut-on réunir les conditions qui permettront demain à chacun de vivre décemment d'un travail décent, de cultiver une confiance raisonnable en soi et en l'avenir, de choisir sa vie et d'y trouver un sens sans craindre l'échec ou l'exclusion définitive ? Le système actuel fabrique à échelle industrielle des individus schizophrènes, à la fois gagnants et perdants, bourreaux et victimes, oscillant sans cesse entre espoir d'un avenir meilleur (l'« optimisme de la volonté ») et désespoir devant la marche du monde (le « pessimisme de l'intelligence »). Ces tensions de plus en plus ingérables nourrissent chaque jour davantage les aspirations au changement radical, au niveau intime comme au niveau collectif, et apparaissent comme un ferment révolutionnaire aujourd'hui latent, d'autant plus sérieux qu'il ne se nourrit pas d'idéologie mais s'enracine au contraire dans nos vies quotidiennes.

Nous réconcilier avec nous-mêmes, c'est aussi tenter de retrouver un minimum de cohérence entre nos pensées, nos paroles et nos actes en tant que communauté civique. Cette cohérence fait aujourd'hui cruellement défaut. Elle nous dessert à l'extérieur – dans nos relations avec les autres nations qui nous considèrent souvent comme des « donneurs de leçons » incapables de nous les appliquer à nous-mêmes. Elle nous mine à l'intérieur : quelle crédibilité avons-nous vis-à-vis de notre propre jeunesse quand il lui est si aisé de pointer les contradictions entre ce que la République professe et la manière dont elle agit ? Nous Français sommes particulièrement troublés par la puissance d'attraction quasi magnétique exercée par le *djihadisme* sur une partie de notre jeunesse – et qui dépasse largement le cadre de la banlieue ou de la communauté de culture musulmane. Même si cela heurte notre raison et notre sensibilité, ne mésestimons pas le fait que nombre de ces jeunes gens s'engagent dans cette aventure de mort par soif d'idéal et par quête de sens, par dégoût pour nos contradictions géopolitiques et morales. Aussi paradoxal et choquant que cela puisse paraître, nombre d'entre eux envisagent consciemment ou inconsciemment leur action comme une manière de contribuer à faire vivre sous d'autres cieux nos beaux idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité.⁴⁰ Tenter de *comprendre* le phénomène n'est pas une manière de l'*excuser*, mais au contraire se donner tous les moyens pour le *combattre*.

3^e axe : nous réconcilier avec le monde

Habitué par une longue tradition philosophique et religieuse à nous considérer « *comme maîtres et possesseurs de la nature* »⁴¹, renforcés dans cette conviction par des réussites éclatantes en matière économique, scientifique et technologique, nous avons longtemps choisi de fermer les yeux sur l'accumulation des impasses engendrées par notre modèle de développement : impasses écologiques (épuisement des ressources naturelles, pollutions, changement climatique...), socio-économiques (explosion des inégalités sociales, guerre économique généralisée...), spirituelles (perte du sens individuel et collectif de nos vies). Et aujourd'hui encore, il est tentant d'embrasser l'illusion qu'une croissance soutenue de nos richesses et de nos connaissances offrira demain à nos enfants les moyens de répondre aux défis devant lesquels nous nous trouvons désarmés aujourd'hui.

Mais comment croire encore qu'un modèle de développement basé sur une croissance matérielle infinie est possible dans un monde fini ? En l'espace de quelques décennies seulement, nous sommes entrés dans une ère nouvelle où nous nous découvrons collectivement plus puissants, plus riches mais aussi plus fragiles et plus menacés que nous ne l'avons jamais été depuis le début de l'aventure humaine. Reste à savoir si cette puissance et cette richesse relatives seront les instruments de notre métamorphose ou de notre suicide...

Habitué par les périple de l'Histoire à occuper une place centrale dans les affaires du monde, renforcés dans cette posture par une Révolution dont l'écho résonne encore aux

⁴⁰ Bien sûr, il y a parmi ces candidats au Djihad nombre de jeunes perdus, psychologiquement déstructurés, convaincus d'être surnuméraires dans une société qui ne leur offre aucune place, aucune perspective. Mais les justifications qu'ils/elles donnent à leur action et le grand récit dans lequel ils/elles s'inscrivent nous renvoient – *mutatis mutandis* – aux justifications et au grand récit auxquels a pu se référer cette jeunesse des années 30 partie en Espagne sous la bannière des Brigades Internationales pour devenir – pensait-elle – le bras armé de la Justice en marche dans l'Histoire.

⁴¹ « (...) au lieu de cette philosophie spéculative qu'on enseigne dans les écoles, on en peut trouver une pratique, par laquelle connaissant la force et les actions du feu, de l'eau, de l'air, des astres, des cieux et de tous les autres corps qui nous environnent, aussi distinctement que nous connaissons les divers métiers de nos artisans, nous les pourrions employer de même façon à tous les usages auxquels ils sont propres, et ainsi nous rendre comme maîtres et possesseurs de la nature » (Descartes, *Discours de la Méthode*, livre VI, 1637).

quatre coins de la planète, par une langue et une culture qui ont constitué le *nec plus ultra* pour des générations à travers le monde, par un siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies, par la possession du feu nucléaire, par une épopée – ou une tragédie ! – coloniale dont la présence de la France sur tous les continents est l'un des héritages, nous sommes entrés il y a quelques décennies dans l'ère de la décolonisation, de ses ratés et de ses séquelles, dans l'ère des géants – américain, chinois, indien, brésilien... en comparaison desquels nous apparaissions soudain bien petits –, dans l'ère de l'anglais considéré comme la langue de la modernité, de la prospérité, de l'avenir, dans l'ère de la puissance moyenne, conditionnée, interdépendante. Certes, l'Europe politique nous a un temps mobilisés, polarisés, rendu espoir, mais comme l'extension de la France et de ses ambitions, bref comme la perspective d'une France en plus grand ! Or nous redécouvrons des nations à l'histoire peut-être moins glorieuse que la nôtre dans l'ensemble, mais qui comme nous possèdent des ambitions et des intérêts propres : l'histoire finit toujours par l'emporter sur la géographie !

Ce changement brutal dans la perception que nous avons de nous-mêmes et du monde, les angoisses et les frustrations qu'il porte pourraient se résumer en un mot : mondialisation. Faut-il s'en étonner, alors que nos gouvernants de tous bords ne cessent depuis 30 ans de dissimuler leur médiocrité politique, leur manque d'imagination et leur attentisme derrière ce mot quasi magique, tant la réalité de ce qu'il recouvre reste obscure à la plupart des gens. Pourtant la mondialisation est tout sauf un *deus ex machina* – un processus sans acteurs, auto-engendré et auto-entretenu –, tout sauf une puissance invisible et impersonnelle sur laquelle nous n'aurions aucune prise, tout sauf une espèce de *catastrophe naturelle*... Bien au contraire, la mondialisation a été voulue et rendue possible par l'action d'élites politiques et économiques qui ont souhaité ouvrir tous les marchés nationaux, qui ont édicté et ratifié des règles bannissant toute espèce de protection, de barrière, de frontière à la circulation des capitaux et des marchandises.

À tort ou à raison ? L'histoire tranchera. Demeure le fait que la mondialisation que nous connaissons est le fruit de décisions politiques, qu'elle n'est ni la première, ni sans doute la dernière. Demeure surtout le fait que tout processus politique est par nature modifiable, voire réversible. Certes, de nouveaux acteurs – multinationales, autorités locales, autorités morales, organisations de la société civile, réseaux transnationaux, y compris terroristes – sont depuis entrés dans le jeu aux côtés des États. Cela ne veut pas dire que nous n'ayons plus aucune prise sur notre destin, que nous serions à jamais privés de la possibilité d'être les acteurs de notre propre histoire. Cela signifie au contraire que des alliances inédites, inconcevables hier, sont possibles aujourd'hui, pour peu que nous acceptions de considérer le monde tel qu'il est sans perdre de vue le monde tel que nous voudrions qu'il soit.

À ceux qui en doutaient, la posture pleine de justesse – et de panache – de Jacques Chirac à la veille de la troisième guerre d'Irak a apporté l'illustration que la voix de la France était non seulement entendue, mais qu'elle était attendue... pour peu que nous sachions renoncer à une forme d'idéalisme messianique et d'arrogance puérile – dont notre histoire coloniale et postcoloniale a montré les limites et la part d'hypocrisie – sans renoncer à des valeurs que nous tenons pour universelles et dont nous ne sommes ni les dépositaires, ni les gardiens : liberté, égalité, fraternité.

Ces constats posés, il apparaît en définitive que toute tentative de réconciliation entre nous et avec nous-mêmes est illusoire si nous ne posons pas, dans un même mouvement, les bases d'une réconciliation avec le monde, à travers une nouvelle manière de produire, de consommer, de vivre, ainsi qu'à travers un rapport renouvelé aux peuples et nations du monde – un rapport qui rende compatibles la défense de nos intérêts et la recherche d'un monde plus juste.

Nous réconcilier avec le monde, c'est reconsidérer sereinement nos atouts – et ils sont nombreux – pour prendre le risque de reformuler une voix singulière, affirmer et défendre ce en quoi nous croyons, et cesser de renoncer aux combats qui nous semblent justes avant même de les avoir livrés. Combien de fois en effet, sous prétexte que le *rapport de forces* ne nous était pas favorable, avons-nous renoncé à faire entendre notre singularité à Bruxelles ou à New-York (siège des Nations Unies) ? *A contrario*, rappelons-nous le refus de Jacques Chirac, au nom de la France, d'entrer en guerre en Irak. Nous savions tous que cette position, étayée par des convictions et des valeurs, n'arrêterait pas la marche vers la guerre. Et pourtant, quelle fierté nous avons ressentie alors d'être Français ! L'avenir n'était pas moins incertain, mais nous avons la consolation de ne pas avoir ajouté la défaite éthique à la défaite matérielle. Et quel capital de sympathie et de crédibilité nous avons alors amassé – capital malheureusement bien vite dilapidé par la politique étrangère des successeurs de Jacques Chirac !

Au-delà des mots et des belles intentions, un immense chantier nous attend, avec sa méthode (indissociable de son contenu), son calendrier, ses échéances, ses priorités. Car la révolution démocratique ne se fera pas du jour au lendemain, et fera sans doute sentir la plénitude de ses effets à l'horizon d'une génération. Raison de plus pour s'atteler à la tâche immédiatement.

Avons-nous les moyens de nos ambitions ?

La France est un pays endetté : début 2016, la dette publique s'établissait à près de 2.140 milliards d'euros, soit 97,5% du PIB. Pourtant, la dette n'est pas mauvaise en soi ; encore faut-il qu'elle serve à financer de l'investissement plutôt que du fonctionnement (éponger le déficit public notamment). De plus, si nous souhaitons être à la hauteur des défis de demain (transition énergétique notamment), il est essentiel d'investir maintenant pour au moins deux raisons.

Premièrement, les taux d'intérêts – c'est-à-dire le prix de l'argent pour un emprunteur – sont exceptionnellement bas. Mieux : depuis 2014⁴², la France emprunte à des taux négatifs (en tout cas pour des emprunts d'une durée inférieure ou égale à 4 ans), ce qui signifie... que les prêteurs perdent de l'argent en prêtant à la France, jugée relativement fiable dans un monde de plus en plus incertain. Évidemment, cette situation, qui s'explique notamment par la politique menée par la Banque Centrale Européenne, ne durera pas éternellement.

Deuxièmement, les cours du pétrole sont eux aussi exceptionnellement bas (moins de 50\$ le baril durant l'été 2016). Il est donc essentiel de mener des chantiers tels que celui de la transition énergétique maintenant de façon à prévoir et amortir le choc financier quand les cours s'envoleront, ce qui est inévitable dans le contexte d'une demande mondiale en hausse et d'une offre qui est amenée à stagner, voire à décliner.

Quelle méthode ?

Parler de priorités, c'est souligner que tout projet concret comporte des mesures premières et des mesures secondes – ce qui ne veut pas dire secondaires. En d'autres termes, avant de bâtir une nouvelle maison, mieux vaut commencer par les fondations que par les fenêtres, ce qui ne signifie pas que les fenêtres soient moins importantes

⁴² Cf. *Le Monde.fr*, « Taux négatifs : qui accepte de payer pour prêter ? », 10 mars 2016.

que les fondations pour une maison vivable ! La *fondation* de la deuxième révolution française, c'est une démocratie radicalement autre, capable de créer de nouvelles institutions et de « rouvrir le jeu », sans qu'il soit possible que les majorités qui se dessineront puissent le refermer à double tour. La crédibilité d'une telle transformation passe par la certitude, constamment vérifiée par chaque individu, que sa participation ou son abstention fera une différence dans les décisions des organisations collectives qui affectent sa propre vie. Et la possibilité d'un tel bouleversement passe par la mise en œuvre d'institutions adéquates et opérationnelles à court terme.

Cette fondation posée, il deviendra possible au peuple français de décider des *murs porteurs* de notre future maison commune. Nous ne pouvons que souhaiter, en tant que citoyens, que ceux-ci se concrétisent à travers :

- une révolution éducative, capable de former des individus confiants en eux-mêmes, libres et éclairés – individus sans lesquels le mot « démocratie » ne veut rien dire. Tous les effets d'une telle révolution ne sauraient se faire sentir avant une génération environ ;
- une révolution sociale, permettant à tous les Français de *vivre décemment d'un travail décent*, en se donnant cinq années pour évaluer les résultats concrets de l'ensemble des actions menées (effets sur le chômage, quantité et surtout qualité des emplois créés, impact sur le revenu et les inégalités..) ;
- une révolution économique : que produisons-nous ? pourquoi le produisons-nous ? comment le produisons-nous ? comment vivons-nous ? Ici également, cinq années ne seront sans doute pas de trop avant que nous puissions récolter le fruit de ce que nous aurons semé.

À l'orée de ces grands travaux, auprès de quelles figures pourrions-nous puiser espoir et inspiration ? Qui admirons-nous ? Quels pourraient être nos *modèles* en quelque sorte ? Pour refaire un détour par les conversations d'ordre privé, le plus souvent après un moment de grand *vide*, deux personnes reviennent dans toutes les bouches et dans tous les cœurs ou, une fois évoquées, suscitent universellement le respect et l'enthousiasme pour leur refus de la violence mais jamais du combat, pour leur courage et leur sagesse. Deux grandes âmes qui, dans la situation qui est la nôtre, doivent retenir toute notre attention pour ce qu'elles ont accompli dans leur propre pays mais surtout pour la leçon universelle qu'elles nous délivrent : Mohandas Gandhi en Inde et Nelson Mandela en Afrique du Sud. Cette leçon tient en quelques mots : il n'est pas de nation libre et forte sans réconciliation ; il n'est pas de réconciliation sans authenticité, sans justice, sans vérité. Mais si tel est le cas, il n'est plus de situation désespérée, il n'est plus de choix impossible.

“Ils pourront couper toutes les fleurs...”

*« Le vrai point d'honneur n'est pas d'être toujours dans le vrai.
Il est d'oser, de proposer des idées neuves, et ensuite de les vérifier. »*
Pierre-Gilles de Gennes

Premier mot de la devise républicaine, la Liberté est définie dans la *Déclaration des droits de l'homme de 1793* comme « *le pouvoir qui appartient à l'homme de faire tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui ; elle a pour principe la nature ; pour règle la justice ; pour sauvegarde la loi ; sa limite morale est dans cette maxime : Ne fais pas à un autre ce que tu ne veux pas qu'il te soit fait.* ». Deuxième terme de notre devise, le mot Égalité signifie que la loi est la même pour tous, que les distinctions de naissance ou de condition sont abolies et que chacun est tenu à mesure de ses moyens de contribuer aux dépenses de l'État : « *Tous les hommes sont égaux par nature et devant la loi* »

(déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1793). Troisième élément de la devise de la République, la Fraternité est ainsi définie dans la *Déclaration des droits et devoirs du citoyen* figurant en tête de la Constitution de l'an III (1795) : « *Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit ; faites constamment aux autres le bien que vous voudriez en recevoir* ». Qu'un seul de ces trois piliers soit ignoré ou mis à mal, et c'est tout l'édifice qui s'écroule – ce précisément à quoi nous assistons depuis trente ans pour des raisons propres à notre histoire autant qu'aux bouleversements récents du monde.

Trente ans ! Pour certains Français qui ont connu des conditions de vie et de travail particulièrement difficiles, cela correspond à peu près à la moitié de l'espérance d'une vie. Trente ans, cela correspond aussi à la perpétuité pour les condamnés les plus lourds de notre système pénal. Trente ans, cela correspond enfin à la durée depuis laquelle un même personnel politique, toutes tendances confondues, est aux *responsabilités* – mot qui pourrait prêter à sourire si leur passif n'était aussi lourd ! Depuis trente ans en effet, les Français ont cherché leur salut auprès des socialistes – ou du moins auprès de politiciens qui en revendiquaient l'étiquette –, se rendant bien vite compte que ces derniers, passée une période rapide d'apprentissage des règles du jeu de l'économie capitaliste, les appliquaient avec la ferveur du néophyte⁴³. Puis ils se sont tournés vers les libéraux – ou du moins vers les politiciens qui en revendiquaient l'étiquette – qui ont su merveilleusement capter l'humeur profondément antiétatique et antibureaucratique du moment, avant de démontrer que dans la société de liberté promise, mieux valait tout de même naître du bon côté⁴⁴. En désespoir de cause, ils se tournent aujourd'hui, de plus en plus nombreux, vers le Rassemblement National, dont les solutions nous semblent incompatibles avec l'avènement d'une nouvelle France plus juste, plus forte et plus rayonnante dans le monde.

Il ne s'agit pas pourtant de transformer ceux de nos dirigeants politiques qui occupent le devant de la scène depuis trente ans – et ceux qui en perpétuent l'héritage, sous couvert ou non de « rupture » – en boucs émissaires, parce que le monde a considérablement évolué en l'espace de quelques années mais surtout parce qu'*en démocratie, le seul responsable c'est le peuple souverain*.

Qu'il s'agisse de blessures concrètes ou symboliques, de fractures réelles ou fantasmées, nous traversons depuis longtemps déjà une période de doute profond quant à notre identité, quant à notre capacité à *rester libres* de construire notre avenir dans un monde qui change à grande vitesse et dans lequel certains nous prédisent une place inéluctable de spectateur de l'histoire, de notre propre histoire. Depuis plusieurs années maintenant, sous nos yeux, ce doute se transforme en désespérance. Pire, cette désespérance se convertit en rejet violent pour certains, en indifférence vis-à-vis de l'idée même d'un projet français pour d'autres. Une certaine idée de la France est morte, gangrenée par la schizophrénie⁴⁵, par le sentiment et la réalité de l'injustice, par la peur de l'avenir. Mais une autre peut et doit renaître.

⁴³ Après des années de sous-traitance de la question écologique aux Verts, de la question ouvrière ou prolétarienne au PC et à l'extrême-gauche, de la question nationale et laïque au Parti des Radicaux de Gauche, de la question de la mondialisation à l'OMC et au FMI, le Parti Socialiste semble aujourd'hui fasciné et muet devant son propre vide, sa propre débâcle.

⁴⁴ L'ex-UMP a eu l'idée aussi dérisoire que grotesque de faire de l'identité nationale la sous-section administrative d'un ministère fourre-tout, ou de transformer quelques fonctionnaires attachés à leurs avantages sociaux en nouveaux privilégiés à guillotiner. En 1789, les privilèges étaient entre les mains des princes du sang ; en 2016, ils sont passés entre celles des cheminots !

⁴⁵ Entre le consommateur, le client ou l'actionnaire d'une part, et le citoyen, le travailleur ou le locataire de la planète d'autre part ; entre la noblesse des principes affichés et la bassesse des pratiques quotidiennes ; entre diverses identités (nationale, religieuse, ethnique, culturelle...) perçues comme exclusives les unes des autres.

Qu'est-ce qui expliquerait sinon que tant de jeunes, tant d'ouvriers, tant de *petits*, choisissent la voie de la rupture avec la société telle qu'elle existe ? Faute de pouvoir se reconnaître dans un horizon partagé, dans un projet collectif qu'ils auraient contribué à inventer, en situation de déshérence, de « désaffiliation », d'abandon, ils se tournent presque naturellement vers différentes formes d'appartenance identitaire – car nous avons tous besoin de nous situer dans l'univers symbolique quand notre vie quotidienne ne suffit plus à donner un sens à notre existence : les uns se tournent vers l'ethnie ou la *race*, d'autre vers la religion – vécue souvent non pas comme un cheminement spirituel, mais comme un marqueur identitaire.

Toutes ces appartenances ont un point commun : ce sont des identités figées, qui nous préexistent. Chacun peut bien entendu s'en revendiquer, mais en aucun cas les transformer. Dans le cas de la *race* ou de l'ethnie, toute transformation est matériellement impossible : on en est, ou pas ! Dans le cas de la religion, toute transformation est formellement impossible : bien sûr, l'expérience croyante est toujours une réinvention de la tradition dans laquelle elle s'inscrit, mais elle se présente comme la réception d'un héritage dont on n'est pas libre de faire ce que l'on veut, sauf à déclencher un mouvement de réforme *hérétique* jusqu'à son éventuel aboutissement.

Contrairement à ces identités closes, l'identité nationale est la seule identité vivante, mouvante, en constante création, que nous ayons tous en partage. Elle ne regarde pas le passé qui l'a façonné comme un héritage à conserver et transmettre pieusement, mais comme un vivier d'enseignements à méditer, à *questionner*, à dépasser, une pluralité d'histoires (au sens narratif du terme) dont nous avons à accomplir les promesses et à conjurer les démons pour écrire notre propre histoire. En ce sens, *est Français non pas celui qui embrasse le passé de la France mais celui qui désire épouser son avenir en contribuant à le bâtir*. En ce même sens, l'identité française vivante ne se contente pas de *nationaux*, elle exige des citoyens ; elle n'a que faire de généalogie, elle se nourrit de politique.

Une certaine France est morte, mais une nouvelle reste à inventer. En amour comme en amitié, indépendamment du plaisir d'être et de vivre ensemble, une union n'est durable que si elle se construit au quotidien autour d'un projet commun, que si elle se donne un horizon partagé. Il n'en va pas autrement à l'échelle d'une société. Sans doute est-ce là que réside le malaise de notre communauté nationale : pourquoi vivons-nous ensemble ? Quel projet souhaitons-nous construire et défendre ? Quel horizon nous proposons-nous de partager ? Il y a urgence à nous retrouver, au-delà de nos différences et riches de celles-ci, autour d'un projet de société susceptible de mobiliser nos énergies et nos espoirs, un projet qui nous réconcilie entre nous, qui nous réconcilie avec nous-mêmes, qui nous réconcilie avec le monde.

« Ils pourront couper toutes les fleurs, mais ils ne pourront pas arrêter le printemps », disait le poète chilien Pablo Neruda : puisse cette phrase devenir une source d'énergie et d'espérance pour tous les démocrates-révolutionnaires qui, en France et à travers le monde, sèment des graines dont naîtront, un jour ou l'autre, les fleurs et les fruits d'un monde nouveau. Mais taisons-nous, et écoutons l'un des plus fins analystes du peuple français :

Quand je considère cette nation en elle-même, je la trouve plus extraordinaire qu'aucun des événements de son histoire. En a-t-il jamais paru sur la terre une seule qui fut si remplie de contrastes et si extrême dans chacun de ses actes, plus conduite par des sensations, moins par des principes ; faisant toujours plus mal ou mieux qu'on ne s'y attendait, tantôt au-dessous du niveau commun de l'humanité, tantôt fort au-dessus ;

un peuple tellement inaltérable dans ses principaux instincts qu'on le reconnaît encore dans des portraits qui ont été faits de lui il y a deux ou trois mille ans, et en même temps tellement mobile dans ses pensées journalières et dans ses goûts qu'il finit par se devenir un spectacle inattendu à lui-même, et demeure souvent aussi surpris que les étrangers à la vue de ce qu'il vient de faire ; le plus casanier et le plus routinier de tous quand on l'abandonne à lui-même, et lorsqu'une fois qu'on l'a arraché malgré lui à son logis et à ses habitudes, prêt à pousser jusqu'au bout du monde et à tout oser ; indocile par tempérament, et s'accommodant toutefois de l'empire arbitraire et même violent d'un prince que du gouvernement régulier et libre des principaux citoyens ; aujourd'hui l'ennemi déclaré de toute obéissance, demain mettant à servir une sorte de passion que les nations les mieux douées pour la servitude ne peuvent atteindre ; conduit par un fil tant que personne ne résiste, ingouvernable dès que l'exemple de la résistance est donné quelque part ; trompant toujours ainsi ses maîtres, qui le craignent ou trop ou trop peu ; jamais si libre qu'il faille désespérer de l'asservir, ni si asservi qu'il ne puisse encore briser le joug ; apte à tout mais n'excellent que dans la guerre ; adorateur du hasard, de la force, du succès, de l'éclat et du bruit, plus que de la vraie gloire ; plus capable d'héroïsme que de vertu, de génie que de bon sens, propre à concevoir d'immenses desseins plutôt qu'à parachever de grandes entreprises ; la plus brillante et la plus dangereuse des nations de l'Europe, et la mieux faite pour y devenir tour à tour un objet d'admiration, de haine, de pitié, de terreur, mais jamais d'indifférence ? "

Alexis de Tocqueville, *L'ancien régime et la révolution* (livre III, chap. 8), 1856.

le  ouvement